

Nations Unies

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1061^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mercredi 22 novembre 1961,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 88 et 22 de l'ordre du jour:

Page

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)	827
Assistance à l'Afrique (suite):	
a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance	

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)

Assistance à l'Afrique (suite):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance

1. Le **PRESIDENT**: Avant de donner la parole aux orateurs inscrits sur ma liste, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'elle est saisie de quatre projets de résolution [A/L.354, A/L.355, A/L.366 et Add.1 à 3 et A/L.367 et Add.1] concernant le point 88 de l'ordre du jour, et d'un seul projet de résolution [A/L.357 et Add.1] concernant le point 22, a. J'espère que vendredi prochain nous aurons terminé la discussion générale sur ces deux points et que nous pourrions alors aborder l'examen des projets de résolution et passer au vote le lundi 27 novembre 1961. Je voudrais à cette occasion faire appel à toutes les délégations pour qu'elles prennent toutes dispositions utiles en vue d'une discussion fructueuse et rapide des projets de résolution concernant ces deux points de notre ordre du jour.

2. **M. IQBAL (Pakistan)** [traduit de l'anglais]: Le Pakistan a eu l'honneur de figurer au nombre des auteurs de la résolution 1514 (XV), adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1960. Cette résolution avait été présentée par le groupe des délégations africano-asiatiques et adoptée au titre de la question intitulée: "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", dont l'inscription avait été proposée par l'Union soviétique pour discussion à la quinzième session de l'Assemblée générale. A la même session, les Etats-Unis d'Amérique avaient proposé l'inscription de la question intitulée: "Assistance à l'Afrique: programme des Nations Unies pour l'indépendance"; à la précédente session [995^e séance], l'examen de cette question a été ajourné, mais nous l'examinons maintenant en même temps que la question intitulée: "La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

3. Dans la résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale "Proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations". Elle déclare que:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

4. Ma délégation constate avec plaisir que l'impérialisme est sur le point de disparaître et que le monde s'engage heureusement sur la voie qui doit le conduire à la solution du problème du colonialisme. L'an dernier, nous nous sommes réjouis de voir s'ouvrir cette ère spectaculaire de l'indépendance africaine et nous avons été particulièrement heureux d'accueillir à l'Organisation 16 nouveaux Etats africains. Cette année, nous avons eu le plaisir aussi de recevoir le Sierra Leone dans cette communauté internationale d'Etats souverains. Nous espérons y accueillir le Tanganyika vers le milieu de décembre. Il y a lieu de penser que l'Ouganda, le Ruanda-Urundi et le Samoa-Occidental accèderont aussi à l'indépendance dans un proche avenir. La reprise des négociations pour la reconnaissance et la réalisation de l'indépendance de l'Algérie est imminente.

5. Nous espérons sincèrement que ces négociations aboutiront très rapidement à la réalisation de cet objectif qui nous est cher, l'indépendance de l'Algérie, et que nous pourrions assister à l'admission de l'Algérie à l'Organisation des Nations Unies avant la fin de la présente session de l'Assemblée.

6. Il est indéniable que le bilan de ce qu'ont fait certaines puissances coloniales est bien meilleur que celui d'autres puissances et, sur ce point, ma délégation n'hésite pas à rendre hommage à ceux qui le méritent. Nous pensons en particulier au Royaume-Uni, qui a contribué plus que toute autre puissance coloniale à la cause de l'indépendance. La politique britannique qui consiste à orienter les colonies vers l'autonomie est diamétralement opposée à celle de certaines autres puissances coloniales qui prétendent, en vertu d'une fiction, ne pas considérer leurs territoires d'outre-mer comme des colonies et, en conséquence, ne sont pas disposées à prendre pour politique de préparer ces territoires à l'autonomie ou l'indépendance.

7. Cependant, nous n'avons pas l'intention de procéder à une étude comparative du bilan des diverses puissances coloniales. Nous avons toujours estimé que le système du colonialisme était insoutenable,

que ce soit sous sa forme classique ou sous d'autres formes. Il y a de nombreuses formes d'exploitation, de subjugation et de domination des peuples, pour lesquelles on n'a pas encore trouvé un terme général. Il est incontestable cependant que le maintien du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelque justification rationnelle ou imaginaire que l'on veuille en donner, entrave la libération et l'émancipation de l'homme qui veut se libérer de sa subjugation par autrui, et constitue un anachronisme auquel il faut mettre fin dès que possible.

8. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) adoptée en 1960 par l'Assemblée générale, a énoncé certains principes. Ces principes sont conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux dispositions de la Charte des Nations Unies. La question dont nous sommes maintenant saisis est de savoir comment mettre ces principes en application. Peut-on fixer une date limite unique à laquelle le colonialisme serait supprimé? Ma délégation estime que l'Organisation des Nations Unies doit trouver les moyens propres à l'application effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance dans un délai aussi court que possible, mais les circonstances sont très diverses et nous ne tenons pas à voir se reproduire ailleurs les événements du Congo.

9. Deux aspects du colonialisme appellent un examen attentif. Premièrement, c'est essentiellement la puissance administrante qui est directement responsable en ce qui concerne l'octroi de l'indépendance à un territoire colonial. En conséquence, sans la coopération et le concours de la puissance administrante, il est oiseux de fixer une date limite ou d'examiner à quelle époque tel ou tel territoire devrait accéder à la liberté et à l'indépendance.

10. Deuxièmement, la résolution 1514 (XV) stipule expressément que:

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance";

mais l'expérience du Congo nous a montré cependant qu'il est nécessaire de former rapidement les populations des territoires dépendants, particulièrement à l'exercice du pouvoir politique, afin qu'elles puissent s'acquitter des responsabilités qui sont celles d'un Etat souverain. Ce n'est qu'ainsi que l'on assurera le transfert pacifique et ordonné des pouvoirs, en épargnant au pays la confusion et le désordre.

11. Partant de ces considérations, ma délégation estime que la fixation d'une date limite générale, absolue et immédiate, uniformément applicable à tous les territoires dépendants du monde entier, est dénuée de réalisme et arbitraire. Il faut considérer le cas de chaque territoire dépendant en tenant compte des conditions et circonstances qui lui sont particulières. Une date limite unique serait trop rapprochée pour un territoire et trop éloignée pour un autre.

12. La seule méthode pratique permettant de résoudre la difficulté d'une date limite unique à terme ou d'une date limite générale, absolue et immédiate consiste à envisager une série de dates limites, fixées pour différents territoires selon les différentes conditions et circonstances.

13. Mais avant de fixer cette série de dates limites pour différents territoires, il serait nécessaire que

l'Assemblée générale examine l'état d'évolution politique de chaque territoire en consultation avec la puissance administrante intéressée, ainsi qu'avec les représentants de l'opinion politique, afin d'être à même de déterminer si la population d'un territoire est prête à assumer les responsabilités inhérentes à l'indépendance dans le plus court délai et de fixer alors une date limite appropriée à chaque territoire pour son accession à l'indépendance.

14. Donc, à notre avis, l'application effective de la Déclaration exige la création par les Nations Unies d'un dispositif conçu pour surveiller et hâter le processus de décolonisation. A ce sujet, je désire parler du projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] que le Pakistan a l'honneur de présenter avec d'autres pays d'Asie et d'Afrique. Ce projet de résolution prévoit la création d'un comité spécial de 17 membres qui seront désignés par le Président de l'Assemblée générale au cours de la présente session. Ce comité, en consultation avec les autorités compétentes et avec l'aide d'organes des Nations Unies comme le Conseil de tutelle, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et les institutions spécialisées intéressées, étudiera l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV), formulera des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre, et fera rapport à l'Assemblée générale à sa dix-septième session.

15. Etant donné que ce comité sera chargé de surveiller et hâter le processus de décolonisation en consultation et en collaboration avec les autorités administrantes sans s'ingérer en aucune façon dans l'administration des territoires dépendants, nous espérons sincèrement que le projet de résolution pourra être accepté par tous et adopté à une très forte majorité.

16. En ce qui concerne le projet de résolution des Pays-Bas [A/L.354] relatif à la Nouvelle-Guinée occidentale, nous avons exposé brièvement notre position dans la déclaration faite à l'Assemblée au nom du Pakistan dans la discussion générale le 3 octobre [1025^e séance]. Nous avons déclaré alors et nous répétons aujourd'hui que si la proposition des Pays-Bas avait porté sur un territoire colonial ou sur un territoire sous tutelle, elle pourrait servir de modèle pour les autres puissances coloniales qui pourraient s'inspirer utilement de la proposition contenue dans ce projet de résolution afin de préparer leurs propres colonies ou territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Mais la proposition contenue dans ce projet de résolution ne peut permettre de régler le différend sur la Nouvelle-Guinée occidentale, différend qui oppose depuis tant d'années les Pays-Bas et l'Indonésie et qui a troublé leurs relations amicales. Il est évident qu'un différend de cette nature ne peut être réglé que par voie d'accord et non par une déclaration unilatérale, ou par le recours à un artifice ou à une proposition conçue et avancée par l'une des parties au différend et inacceptable pour l'autre partie.

17. Certes, à première vue, la proposition des Pays-Bas semble tendre à réaliser l'un des principaux objectifs des Nations Unies, celui qui consiste à favoriser l'autodétermination. Mais un instant de réflexion permet de constater que si l'Assemblée générale adoptait cette proposition malgré l'opposition de l'Indonésie, non seulement elle ne favoriserait pas l'autodétermination, mais elle se prononcerait de façon unilatérale sur un délicat différend qui dure depuis

des années. Nous ne voyons aucun motif de supposer que l'Indonésie ne souhaiterait pas favoriser l'autodétermination de la population de la Nouvelle-Guinée occidentale, si celle-ci la désirait. Mais avant d'engager un tel processus, les revendications de l'Indonésie visant la reconnaissance de sa souveraineté sur la Nouvelle-Guinée occidentale et le transfert de l'administration de ce territoire doivent être tranchées de façon juste et équitable. L'adoption de toute autre méthode ne servirait qu'à exacerber la tension qui existe déjà entre l'Indonésie et les Pays-Bas et à introduire dans ce différend un nouvel élément qui en rendrait le règlement amiable plus difficile encore.

18. Ma délégation se permet de faire observer au Gouvernement des Pays-Bas qu'il aurait avantage à retirer ce projet de résolution et à rechercher un règlement à l'amiable de son différend avec l'Indonésie au sujet de la Nouvelle-Guinée occidentale. Nous avons des motifs d'espérer qu'en se déclarant prêts à transférer la souveraineté et l'administration du territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale aux Nations Unies, les Pays-Bas apportent à la situation un élément sur la base duquel un règlement du différend à l'amiable pourrait devenir possible. Toutefois, cela demanderait du temps et, à cette fin, il est nécessaire que le projet de résolution proposé par les Pays-Bas soit retiré. Nous espérons sincèrement que cette demande sera dûment examinée par le Gouvernement néerlandais. Cependant, s'il jugeait devoir insister pour que son projet de résolution soit mis aux voix, nous devrions nous y opposer pour les raisons qui viennent d'être indiquées.

19. M. TSEVEGMID (République populaire mongole) [traduit du russe]: La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], adoptée le 14 décembre 1960 par une très forte majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies a eu un retentissement considérable parmi les peuples du monde entier et a recueilli leur chaleureuse approbation.

20. C'est avec une profonde satisfaction que la République populaire mongole a reçu la nouvelle de l'adoption de cette déclaration historique, alors qu'à l'époque elle n'était pas encore, chacun le sait, Membre de l'Organisation des Nations Unies, et n'a pas eu le plaisir de voter pour la Déclaration directement dans cette salle. Cependant, le Gouvernement de la République populaire mongole exprimant la volonté de son peuple et s'inspirant du caractère pacifique de sa politique étrangère a immédiatement déclaré sa solidarité avec les idées élevées de cette déclaration.

21. Le peuple mongol, qui pendant plus de 200 ans a souffert de toutes les horreurs et de toutes les humiliations d'une autorité étrangère, a accédé à l'indépendance il y a 40 ans et a connu toute la beauté et toutes les joies d'une vie libre et indépendante; il a pu se convaincre par lui-même des magnifiques perspectives de développement économique et culturel ouvertes à des peuples libérés de la domination coloniale. Voilà pourquoi le peuple mongol a toujours soutenu et soutiendra toujours à l'avenir les mouvements de libération nationale des peuples coloniaux, pour leur liberté et leur indépendance. C'est pour cette raison que la République populaire mongole, depuis les premiers jours de son existence, mène une politique de pleine reconnaissance des droits des peuples à l'autodétermination des Etats nationaux et s'élève sans cesse contre le colonialisme, sous quelque forme qu'il se manifeste.

22. Sous la poussée puissante du mouvement de libération nationale des peuples, soutenu par tous les peuples du monde épris de liberté, beaucoup de pays se sont libérés ces derniers temps de l'oppression du joug colonial. La lutte des peuples coloniaux pour la libération continue à prendre une ampleur toujours plus grande et maintenant il est peu probable que quelqu'un doute que le système colonial soit condamné à périr.

23. Cependant, le système colonial n'est pas encore définitivement détruit. Sous l'oppression coloniale se trouvent encore 88 territoires avec plus de 70 millions d'habitants. La délégation de la République populaire mongole remarque avec beaucoup de tristesse que les puissances coloniales font des tentatives pour freiner le processus historique inévitable de libération des peuples coloniaux et s'opposent par tous les moyens à l'application des dispositions de la Déclaration concernant la mise en pratique de mesures immédiates en vue de la liquidation du colonialisme.

24. Une des violations les plus criantes des dispositions de la Déclaration est constituée par les guerres coloniales qui se déroulent actuellement en Algérie, en Angola et en Oman. Ces guerres coûtent la vie à des dizaines et des centaines de milliers de personnes, laissent des masses de gens sans abri et sans moyens d'existence. Les colonisateurs ont accentué encore la terreur et la répression contre la population d'autres colonies: Ruanda-Urundi, Sud-Ouest africain et Rhodésie. Dans toutes les colonies, qu'elles soient sous l'autorité de l'Angleterre ou du Portugal, de la France ou des Etats-Unis d'Amérique, de la Belgique ou de l'Union sud-africaine, le sang coule; un arbitraire barbare, l'illégalité, une effrayante discrimination raciale y règnent et la population est acculée aux limites du désespoir.

25. Permettez-moi de vous rappeler à ce propos une déclaration faite par un habitant du Sud-Ouest africain, M. Zedekia Ngavirue, devant le Comité du Sud-Ouest africain de l'Assemblée générale.

26. M. Ngavirue a quitté le Sud-Ouest africain le 24 mai 1961 en étant délégué par la SWANU (Union nationale du Sud-Ouest africain) pour donner au Comité des renseignements de première main sur la situation dans le territoire. M. Ngavirue parlant de la situation dans le Sud-Ouest africain déclare avec colère:

"Aujourd'hui, dans le Sud-Ouest africain, vous constaterez que l'Africain moyen a faim, qu'il est sans abri, qu'il est à peine vêtu ou en haillons, et il s'agit pourtant là de besoins fondamentaux; son espérance de vie est de 35 ans ... Dans le Sud-Ouest africain, vous constaterez aujourd'hui que l'homme blanc, lui, est gras, soigné, qu'il vit dans une habitation moderne, bien meublée, ou même parfois dans un château; il possède une belle automobile, et d'une façon générale, mène une existence opulente. Il a une espérance de vie d'environ 65 ans ..."

[Citation extraite du rapport du Comité du Sud-Ouest africain relatif aux résolutions 1568 (XV) et 1596 (XV) de l'Assemblée générale, A/4926, par. 77.]

27. Ceci est un exemple de la situation à laquelle la prétendue "mission civilisatrice" des colonisateurs a amené la population du Sud-Ouest africain dans la République sud-africaine.

28. Aussi étrange que cela puisse paraître, aujourd'hui encore, les colonisateurs affirment avec force

que leur "mission civilisatrice" n'est pas encore terminée, que les peuples des colonies ne sont pas encore "préparés" à une existence libre et indépendante. Les représentants des Etats coloniaux essaient de réhabiliter le colonialisme qui s'est complètement discrédité lui-même. Ils disent que si le colonialisme a été mauvais, ce fut dans le passé, mais que maintenant le colonialisme se serait "amélioré", et veulent imposer encore pour des dizaines d'années ce colonialisme soi-disant "amélioré".

29. Les événements des dernières années ont montré que le colonialisme continue comme par le passé à jouer un rôle de parasite, que ses buts n'ont pas changé; il est destiné à assurer les bénéfices des monopoles aux dépens de l'exploitation des colonies; et seule la liquidation des régimes coloniaux donnera aux peuples coloniaux la possibilité de bénéficier enfin de la science, de la technique et de la culture modernes.

30. L'expérience historique nous montre le manque de fondement de la théorie colonialiste sur l'impréparation des peuples des colonies à l'indépendance. Les pays libérés du joug colonial se développent à un rythme rapide et se débarrassent de l'héritage colonial passé. Dans cette salle, il y a beaucoup de représentants de pays qui étaient récemment encore des colonies, et qui maintenant jouent un grand rôle dans les affaires internationales et résolvent avec succès les problèmes de développement économique et de progrès culturel de leurs pays.

31. Tout ce que nous venons de dire est confirmé par le développement de la République populaire mongole depuis sa libération de la domination étrangère. Durant ces 40 ans de vie libre et indépendante, la République populaire mongole non seulement a éliminé les restes d'une domination étrangère, mais a même obtenu de grands succès dans la vie politique, économique, culturelle et sociale du pays.

32. Jusqu'à la renaissance de l'indépendance nationale, la Mongolie était un des pays les plus arriérés de l'Asie; son peuple subissait le joug cruel de l'étranger et de ses valets. L'économie du pays était de caractère pastoral. Il n'y avait ni système d'instruction publique, ni services de santé publique.

33. Ce n'est que grâce à la victoire du mouvement de libération nationale et à l'expulsion des exploiters étrangers que le peuple mongol est devenu effectivement maître dans son pays.

34. Le peuple mongol, devenu maître chez lui, a choisi la voie d'un développement non capitaliste. Ces 40 ans de l'histoire de notre pays ont montré toute la justesse, toute la vitalité d'un tel développement.

35. Les difficultés, dues à un extrême retard économique et technique, qui se dressaient devant le peuple mongol sur la route de son développement, ont été heureusement surmontées grâce au labeur héroïque de notre peuple et à l'aide désintéressée du premier pays socialiste du monde, l'Union soviétique.

36. Pendant les années de pouvoir populaire, notre pays a créé à neuf une industrie nationale. Des branches de l'industrie lourde et légère, telles que l'énergie, les industries minières, pétrolière, métallurgique, l'industrie du cuir, le textile, l'industrie alimentaire, etc., se développent rapidement. Grâce à l'industrialisation du pays, la production industrielle a quadruplé dans ces dernières décennies.

37. Notre agriculture se développe aussi avec succès. La caractéristique de ce développement de notre agriculture est qu'à côté de l'élevage, branche essentielle de notre économie agricole, qui était jadis la seule forme de l'économie nationale, est apparu un nouveau secteur, l'agriculture proprement dite. La création de cette nouvelle branche de l'économie agricole nous a permis de nous suffire à nous-mêmes avec notre propre production de céréales.

38. Grâce au succès obtenu dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie, la République populaire mongole, de pays d'élevage, s'est transformée en pays à la fois agricole et industriel.

39. Aujourd'hui, le peuple mongol entreprend avec enthousiasme la réalisation du troisième plan quinquennal de développement de l'économie nationale (1961-1965); ce plan prévoit que la production industrielle doublera, alors que les surfaces cultivées seront presque triplées.

40. De grands succès ont été aussi obtenus dans les domaines de la culture, de la science et de la santé publique. L'une des plus importantes réalisations est la liquidation de l'analphabétisme de la population et la réussite de l'introduction de l'enseignement primaire général dans les localités rurales, et de l'école de sept classes pour les enfants des villes.

41. Actuellement, chez nous, un individu sur six étudie dans quelque établissement scolaire, environ huit personnes sur 1 000 fréquentent un établissement d'enseignement supérieur.

42. Une des plus importantes réalisations de notre culture nationale est le développement de la recherche scientifique, des arts, de la littérature et l'accroissement des milieux intellectuels nationaux. L'Académie des sciences de la République populaire mongole comprend de nombreux instituts de recherche.

43. Depuis les premiers jours de l'organisation des services de santé publique dans le pays, la population reçoit les soins médicaux gratuits. Actuellement il y a un médecin pour 1 000 personnes.

44. Ainsi, toute l'histoire de la renaissance nationale de la Mongolie montre que même les pays les plus en retard du point de vue économique ont toute possibilité de conquérir et de consolider leur indépendance nationale et politique et de marcher d'un pas assuré dans la voie d'un développement autonome, indépendant et libre.

45. J'ai cité ces quelques faits sur le développement de notre pays uniquement pour que l'Assemblée générale puisse encore une fois se convaincre combien la liberté et l'indépendance sont prisées et chéries par les grandes et les petites nations en général, par les peuples coloniaux et dépendants en particulier.

46. On le sait, la Déclaration de l'Organisation des Nations Unies a condamné la thèse de la prétendue "impréparation" des peuples des colonies à l'indépendance. Il est dit dans la Déclaration:

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

47. Si l'ONU en a ainsi décidé, il ne doit pas y avoir en pratique d'atermoiements dans la mise en œuvre de la Déclaration: il ne doit pas y avoir d'obstacle à la liquidation immédiate du colonialisme, ceci par l'adoption de mesures urgentes et concrètes, aboutis-

sant au transfert des pouvoirs dans les colonies aux organes des gouvernements choisis par la population même de ces pays.

48. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé solennellement la nécessité de mettre fin au colonialisme et cela sans retard ni réserve. On ne peut donc admettre que, pendant des dizaines d'années encore, certains peuples doivent subir l'esclavage colonial comme le voudraient les colonialistes. D'après l'opinion de la délégation de la République populaire mongole, la proposition tendant à ce que l'année 1962 devienne celle de la liquidation définitive et générale des régimes coloniaux apparaît comme tout à fait conforme à la réalité. Une telle proposition a été formulée à la Conférence des pays non alignés à Belgrade^{1/} et nous la soutenons pleinement.

49. La délégation de la République populaire mongole appuiera également les autres propositions prévoyant la prise de mesures effectives pour la mise en œuvre de la Déclaration.

50. Ce serait une erreur de supposer qu'avec l'adoption de la Déclaration nous allons en terminer avec le colonialisme. Nous, représentants d'Etats libres et indépendants, et notre délégation en est convaincue, n'avons pas le droit d'admettre les attermoissements que l'on voit se produire dans l'application de cette déclaration.

51. Notre délégation croit et espère que l'écrasante majorité de ceux qui sont ici reconnaîtra que la méconnaissance des droits de nations, de pays entiers, que le mépris de la dignité humaine, que la discrimination raciale sont un crime de la plus haute gravité contre l'humanité et en contradiction avec l'esprit de la Charte des Nations Unies.

52. Le peuple mongol et le Gouvernement de la République populaire mongole partagent entièrement et soutiennent les justes revendications des peuples luttant pour leur liberté et leur indépendance.

53. On sait que, pendant des centaines d'années, les colonisateurs ont soutiré les richesses des pays coloniaux, ont pompé la sueur des peuples de ces pays. Maintenant ces colonialistes répriment cruellement les mouvements de libération nationale des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance de leur pays. Les événements d'Algérie, d'Angola, du Congo et de beaucoup d'autres territoires sous domination coloniale le montrent clairement.

54. Le monde entier sait que les peuples des pays coloniaux d'Afrique et d'Asie ne menacent pas la sécurité des autres pays; ainsi, par exemple, les Angolais ne menacent pas le territoire du Portugal; les habitants de Goa et de l'Irian occidental n'essaient pas de s'emparer du territoire de la Hollande ou du Portugal, alors qu'au contraire le Portugal et la Hollande font la guerre sur les territoires desdits pays; par là même ils — les colonisateurs — menacent la paix et la sécurité des peuples.

55. La délégation de la République populaire mongole estime que la politique du Gouvernement des Pays-Bas tendant à amputer la République d'Indonésie de l'Irian occidental est non seulement une atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté politique de l'Indonésie, pays qui est de nos amis, mais aussi une violation flagrante de la Déclaration sur l'octroi de

l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adoptée à la quinzième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

56. Les tentatives des Pays-Bas d'intégrer au Royaume des Pays-Bas l'Irian occidental, représentant 22 p. 100 de l'ensemble du territoire de la République d'Indonésie, avec son million d'habitants, ne sauraient être considérées autrement que comme une manifestation de la politique colonialiste agressive de la Hollande, comme un essai pour conserver sa domination sur cette partie inaliénable du territoire indonésien.

57. La délégation de la République populaire mongole partage entièrement l'opinion de la délégation de l'Indonésie à ce sujet et appuie et continuera à appuyer les justes revendications du peuple indonésien et du Gouvernement de la République d'Indonésie pour l'intégration totale de son territoire lequel comprend plus de 3 000 îles.

58. Notre délégation estime que tous les efforts du Gouvernement de la République d'Indonésie pour liquider l'administration coloniale de la Hollande dans l'Irian occidental, et pour y établir la pleine juridiction de la République d'Indonésie, constituent un grand apport du peuple et du Gouvernement de l'Indonésie à la cause de la liquidation du colonialisme, à la cause du maintien de la paix et de la sécurité dans l'Asie du Sud-Est et le monde entier.

59. L'Organisation des Nations Unies ne doit ni prier ni supplier les colonialistes de renoncer à leur politique coloniale dans les pays d'Asie et d'Afrique, mais doit les obliger à se soumettre aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui expriment la volonté de tous les peuples.

60. Il va de soi que la condition première pour l'octroi de l'indépendance aux colonies est l'arrêt des sanglantes guerres coloniales, la fin de la répression contre les participants au mouvement de libération nationale et le retrait de toutes les troupes étrangères des colonies. Il est indispensable de créer dans ces pays les conditions qui donneraient la possibilité à leurs peuples d'établir des organes du pouvoir nationaux et de bâtir leur vie sans ingérence étrangère.

61. L'application d'une série de mesures concrètes de ce genre est proposée dans le projet de résolution [A/L.355] soumis à l'examen de la présente session de l'Assemblée générale par la délégation de l'Union soviétique. La délégation de la République populaire mongole votera pour ce projet.

62. Tout retard dans l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est incompatible avec les buts et les principes élevés de notre organisation et il est gros de conséquences dangereuses pour la cause de la paix.

63. La liquidation complète du honteux système colonialiste ferait disparaître une des dangereuses sources de guerre, favoriserait une détente dans les relations internationales et assurerait la paix et la sécurité internationales.

64. S'inspirant du principe inviolable du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la délégation de la République populaire mongole exprime le sentiment de particulière sympathie de son peuple pour la lutte héroïque que mènent les peuples coloniaux pour la liberté et l'indépendance, les assure de sa solidarité, exige résolument l'application sans réserve de la

^{1/} Tenue du 1er au 6 septembre 1961.

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée à la quinzième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

M. Bitsios (Grèce), vice-président, prend la présidence.

65. M. FARAH ALI OMAR (Somalie) [traduit de l'anglais]: Dans son intervention au cours de la discussion générale, le Ministre des affaires étrangères de la République somalienne, M. Abdullahi Issa, a déclaré au sujet de la question du colonialisme qui est l'objet de notre discussion:

"Le colonialisme n'est pas seulement une inquiétante et persistante source de conflits locaux. C'est également une menace directe à la paix et à la sécurité du monde. L'examen des problèmes du colonialisme a fait apparaître une certaine communauté de vues, puisque l'on a reconnu qu'il faut avant tout et surtout considérer le colonialisme du point de vue de la dignité de l'homme et de la paix et de la sécurité dans le monde." [1027ème séance, par. 127.]

M. Issa a ajouté:

"Je crois qu'indépendamment de la menace qu'il représente pour la paix internationale, le colonialisme est un des fléaux que l'humanité non seulement abhorre, mais encore est déterminée à éliminer définitivement." [Ibid., par. 128.]

66. C'est dans ce même esprit que ma délégation a appuyé sans réserve, l'an dernier, la résolution de l'Assemblée générale qui condamne le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. C'est dans ce même esprit que nous sommes fiers d'être parmi ceux qui ont présenté le projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] actuellement en discussion.

67. Mais avant d'aborder le fond de la discussion, nous tenons à dire que nous avons écouté avec un grand intérêt les déclarations des orateurs qui nous ont précédés. D'après toutes les déclarations entendues, il ressort qu'à de très rares exceptions, regrettables — je répète, de très rares exceptions regrettables —, l'Assemblée est presque unanime dans son désir sincère de mettre rapidement fin à cette situation historique qui appartiendra bientôt au passé. Le plus tôt sera le mieux, car, de nos jours, il n'est guère concevable qu'un gouvernement ou une nation ayant du bon sens conteste sérieusement le droit fondamental de tout peuple d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination. Il est presque inadmissible, à un moment où tant de peuples d'Afrique, dont la Somalie, ont accédé à la pleine indépendance, que d'autres peuples puissent encore être empêchés de se joindre à la communauté des nations libres et de jouer tout leur rôle non seulement dans l'édification de leur propre avenir, mais aussi dans celle d'un monde meilleur.

68. Comme d'autres nations qui ont connu le colonialisme, nous pensons qu'aujourd'hui le stade des récriminations est passé. Notre seule tâche consiste à trouver les moyens de mettre fin au colonialisme où qu'il puisse encore exister. La seule façon d'y parvenir est d'élaborer une procédure assurant aux peuples intéressés le droit d'exprimer librement leurs vœux quant à leur avenir.

69. Dans cet esprit, ma délégation est disposée à accueillir favorablement toutes propositions présen-

tées à cette fin, à savoir l'indépendance complète et la liberté de tous les peuples encore soumis à la domination coloniale.

70. A ce sujet, ma délégation désire adresser un appel aux Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal en leur demandant de voir la réalité en face et de tenir compte du fait certain que, s'il est possible d'opprimer ou d'enchaîner l'homme dans son corps, il est impossible de réprimer ses aspirations et de contrôler son esprit. On peut détruire l'homme, mais ses idéaux demeurent. Ces deux pays croient-ils vraiment qu'une politique de répression brutale et de domination constitue la seule réponse à la revendication des peuples qui réclament l'autodétermination et l'indépendance? Nous pensons sincèrement que non. Nous espérons que cet appel sera accueilli dans l'esprit dans lequel il est formulé.

71. A la Conférence des pays non alignés tenue à Belgrade^{2/}, le Président de la Somalie, M. Adan Abdullah Osman, condamnant le colonialisme, a déclaré:

"Je voudrais appeler votre attention sur le fait que nous avons tendance à considérer le colonialisme comme la domination d'une nation européenne sur une nation asiatique ou africaine et à lancer des invectives à l'adresse des puissances coloniales blanches, tout en gardant un complet silence sur la domination d'une race par une autre race de la même couleur. Cela se passe de nos jours en Europe, en Asie et en Afrique."

Il a poursuivi:

"Il serait donc souhaitable dans l'intérêt de la paix mondiale d'étudier de près tous les différends de ce genre et de prier des Etats amis d'user de leurs bons offices auprès des parties au différend pour les amener à un règlement à l'amiable."

72. La population de la province frontalière septentrionale du Kenya, qui est en majeure partie d'origine somalienne, a demandé au Gouvernement britannique la possibilité d'exprimer librement ses vœux qui sont de se séparer du Kenya et de se joindre à la République somalienne avant que le Kenya accède à l'indépendance. Sans vouloir, en faisant cette demande, retarder d'un seul jour l'accession de nos frères du Kenya à l'indépendance — telle est la politique officielle de mon gouvernement —, nous devons faire observer que la Somalie se souvient avec angoisse et émoi que c'est aussi le Gouvernement britannique qui a fait cadeau à trois reprises de parties importantes de notre chère patrie à nos frères les Ethiopiens. Outre cette pénible séparation forcée, cet acte ignominieux de colonialisme a assombri l'atmosphère de sérénité et de fraternité qui, autrement, aurait pu régner dans les relations entre la Somalie et l'Ethiopie. Notre délégation croit devoir déclarer publiquement que nous demandons au Gouvernement du Royaume-Uni de s'abstenir, à l'avenir, de mesures aussi injustes et arbitraires que celles qu'il a prises dans le passé contre le peuple et l'intégrité territoriale de la Somalie, sans pour autant retarder l'octroi prochain de l'indépendance à nos frères du Kenya.

73. Le Gouvernement britannique a accordé l'indépendance à plusieurs millions d'êtres humains et s'est ainsi acquis un immense fonds de bonne volonté. Ne serait-il pas préférable, pour le maintien de

^{2/} Tenue du 1er au 6 septembre 1961.

bonnes relations dans l'avenir entre les nations d'Afrique orientale et centrale et la Grande-Bretagne, que le Gouvernement britannique mène une politique tendant à accorder la liberté aux peuples d'Afrique centrale comme il le fait actuellement pour le Tanganyika, l'Ouganda et le Kenya?

74. L'Algérie et la Somalie française sont les seuls territoires coloniaux encore détenus en Afrique par le Gouvernement français. Le fait que le Gouvernement français continue à garder ces deux territoires contre la volonté de leurs habitants affecte sensiblement la compréhension mutuelle, la coopération et l'amitié entre la France et les peuples du continent africain. J'ai l'espoir que l'esprit qui a incité le Gouvernement français à accorder l'indépendance à 15 Etats africains frères représentés ici aujourd'hui ne se démentira pas et que l'Algérie et la Somalie française pourront très prochainement exprimer librement leurs vœux sur leur avenir grâce à une autodétermination impartialement appliquée, en évitant ainsi de nouvelles effusions de sang.

75. Pour terminer, nous voulons exhorter l'Assemblée à voter à l'unanimité le projet de résolution en discussion [A/L.366 et Add.1 à 3]. Ce projet de résolution qui mettra en application la décolonisation marquera l'aube d'une ère où la concorde, la coopération et l'amitié régneront entre tous les peuples de notre planète. Toute tentative pour s'opposer à ce courant d'indépendance et de liberté fondé sur la libre expression de la volonté des peuples intéressés ne fera qu'aviver les haines et ajouter aux conflits mondiaux.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

76. M. VAKIL (Iran): La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], dont l'Assemblée examine actuellement les mesures et les moyens de mise en application, a incontestablement marqué un tournant dans l'évolution de la communauté internationale. Mon pays, sans avoir jamais été directement soumis au joug colonial, a toujours été en contact avec les différentes manifestations de ce phénomène historique et ainsi peut prétendre avoir une conception objective et juste du colonialisme.

77. L'Iran est fier d'avoir toujours soutenu, sans condition ni réserve, la cause des peuples colonisés. Au cours de la quinzième session de l'Assemblée, ma délégation a eu l'occasion d'exprimer largement ses vœux sur le problème colonial dans son ensemble et, par sa participation active à la préparation de la Déclaration, elle a donné de nouvelles preuves de l'importance qu'elle attache et de l'appui sans réserve qu'elle apporte au mouvement de libération des peuples colonisés. Aussi me contenterai-je, en 1961, de faire quelques observations sur les conséquences d'ordre politique et juridique qui découlent de la résolution 1514 (XV).

78. On ne saurait bien saisir le sens et la portée de cet acte, et la place de choix qu'il occupe dans l'histoire des relations internationales, sans avoir présent à l'esprit le chemin difficile et souvent tortueux qu'a suivi, depuis la création de l'ONU, le mouvement de libération des peuples coloniaux, à l'intérieur et à l'extérieur de cette organisation.

79. L'un des buts essentiels de l'ONU est, selon le paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte, d'aider les peuples colonisés à disposer d'eux-

mêmes, et les Chapitres XI, XII et XIII de la Charte précisent les responsabilités importantes qui incombent à notre organisation dans ce domaine.

80. Les dispositions de ces chapitres constituaient incontestablement, en 1945, un progrès en ce qui concerne les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes.

81. Selon ces dispositions, l'ONU a la responsabilité de se préoccuper de l'avenir des territoires non autonomes et de surveiller l'évolution des populations qui ne sont pas encore libres d'administrer leurs propres affaires, afin de les conduire vers la pleine autonomie et l'indépendance.

82. Sans être à l'abri de tout reproche, il faut reconnaître que l'application des dispositions des Chapitres XII et XIII de la Charte a abouti, dans l'ensemble, à des résultats satisfaisants et que l'ONU a pu jouer un rôle déterminant dans l'accession d'un grand nombre de pays colonisés à l'indépendance. La présence dans cette salle de représentants de nombreux Etats anciennement sous tutelle ou non autonomes et la contribution précieuse qu'ils apportent à la collaboration internationale sont autant de preuves indubitables de l'importance du rôle joué par l'Organisation dans ce domaine. Avec la collaboration des autorités administrantes, l'œuvre de notre organisation dans l'exercice du régime international de tutelle a été, dans la plupart des cas, couronnée de succès.

83. Après l'accession imminente à l'indépendance du Tanganyika et du Samoa-Occidental, il ne restera plus que trois des 13 territoires placés à l'origine sous le régime international de tutelle. Les résultats obtenus ont ainsi justifié, dans une large mesure, les espoirs qu'on avait placés dans le régime de tutelle. Nous attendons avec impatience le jour, qui n'est pas très éloigné, où le Conseil de tutelle pourra déclarer qu'il s'est entièrement acquitté des tâches qui lui avaient été confiées aux termes de la Charte.

84. Si l'œuvre de l'ONU a été en général satisfaisante dans les territoires sous tutelle, tel n'a pas toujours été le cas en ce qui concerne les territoires non autonomes. Les dispositions du Chapitre XI de la Charte, par suite du refus catégorique et obstiné de certaines puissances coloniales de remplir leurs obligations internationales, sont restées, dans certaines régions du monde, lettre morte. Je ne veux pas parler ici des cas particuliers qui seront discutés dans d'autres circonstances. Qu'il me soit néanmoins permis de rappeler avec une profonde tristesse que, en ce moment même où nous discutons de l'abolition du système colonial, des milliers d'êtres humains continuent encore d'être les victimes des pratiques et des sévices coloniaux.

85. En dehors de ces cas exceptionnels, on peut dire, ainsi que les documents préparés par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes le laissent entendre, que certains progrès d'ordre économique, social et autre ont été réalisés dans ces territoires. Mais il faut ajouter que ces progrès sont loin de satisfaire les exigences de notre temps. On peut dire qu'en principe le rythme des progrès, dans les territoires où ils ont été réalisés, était souvent sinon toujours dépassé par le rythme du mouvement d'émancipation des peuples colonisés.

86. La période 1946-1960 a montré que le mouvement de libération des peuples opprimés est entré dans une nouvelle phase. Ce qui était considéré par

la Charte comme un idéal est maintenant un fait accompli et ce mouvement historique a cessé d'être une affaire interne des puissances coloniales pour devenir un important problème international. En face de cette évolution historique, l'ONU devait se prononcer. Elle l'a fait en donnant, au moyen de la Déclaration, une interprétation des principes énoncés dans la Charte, interprétation qui était à la fois juste et conforme aux exigences de l'heure.

87. Le succès ou l'échec de notre organisation dépend de la façon dont elle s'adapte aux besoins du temps. L'ONU ne peut s'en tenir à une conception statique du monde telle qu'elle a été formulée il y a 15 ans; elle doit être en contact constant avec la réalité vivante et la refléter. La Déclaration n'est en effet que l'adaptation aux conditions actuelles du monde du principe de l'autodétermination des peuples établi par la Charte en 1945. Je me rallie, à ce sujet, à l'opinion d'un homme dont le nom restera gravé dans l'histoire comme le plus grand artisan de l'œuvre de la collaboration internationale. Je veux parler du regretté Secrétaire général, Dag Hammarskjöld, lorsqu'il dit à la page 2 de l'Introduction au rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation [A/4800/Add.1]:

"La résolution sur le colonialisme adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session peut être considérée comme proclamant de nouveau dans son ensemble, et de façon plus détaillée, le principe énoncé dans la Charte. Jusqu'à présent, cette évolution s'est traduite par la création d'un grand nombre de nouveaux Etats nationaux et par une augmentation révolutionnaire du nombre des Membres de l'Organisation."

88. Ailleurs dans le même document, à propos de l'importance du problème de l'autodétermination des peuples, il est dit — et je cite:

"C'est, là encore, une question dont l'Assemblée générale est saisie depuis des années et qui restera vraisemblablement au premier plan de ses préoccupations jusqu'à ce que l'on parvienne à un résultat définitif qui consacre la pleine application de ces principes fondamentaux dans le sens indiqué par la résolution de l'an dernier."

89. De l'avis de ma délégation, la Déclaration représente le point culminant de l'évolution progressive de l'opinion publique internationale, et la mise en œuvre de ses dispositions constitue un facteur important de la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

90. Du point de vue juridique, on peut dire que cette résolution a apporté des éléments nouveaux au droit international. Les déclarations étatiques ont toujours été considérées comme l'une des sources des règles du droit international. Ce qui différencie la Déclaration des déclarations étatiques des siècles précédents, c'est que, au lieu d'être l'émanation de la volonté de quelques puissances appartenant à une région géographique limitée, elle exprime la volonté de la quasi-unanimité des membres de la communauté internationale actuelle. De plus, ce qui lui donne une force et une valeur particulières, c'est que la volonté des Etats y coïncide entièrement avec les aspirations des peuples. Le rôle de plus en plus important de la volonté des peuples dans la création des normes juridiques interétatiques est le résultat des changements radicaux qui se sont produits depuis 15 ans dans la structure et l'organisation politico-sociale du monde.

91. Au moment où le système colonial est condamné par tous ceux qui veulent que l'intérêt du monde prime l'intérêt particulier d'une puissance quelconque; au moment où nous envisageons des mesures concrètes pour faire disparaître les derniers vestiges du colonialisme, la question qui se pose est de savoir si la réalisation de ce but sera le fruit de luttes sanglantes, au cours desquelles périront encore des milliers d'êtres humains, ou si l'on trouvera le moyen, comme ce fut déjà le cas dans plusieurs pays qui ont récemment accédé à l'indépendance, de permettre à cette évolution historique inévitable de continuer son cours dans la paix et le calme.

92. Notre époque est celle d'une évolution rapide et on peut dire révolutionnaire de la communauté internationale. La vitesse est devenue la condition indispensable du succès de toute entreprise humaine. Cette observation est particulièrement valable pour ce qui est de l'évolution ou plutôt de la disparition du système colonial. Les méthodes classiques qui pouvaient aboutir dans le passé à des résultats satisfaisants ne répondent plus aux exigences de notre époque — époque du dynamisme révolutionnaire.

93. En examinant l'application de la Déclaration, nous devons poursuivre inlassablement notre idéal, désormais incontesté, d'un monde où aucun peuple ne serait dominé par un autre, mais nous devons aussi tenir compte des moyens pratiques pour le réaliser. Pour que le transfert des pouvoirs aux peuples coloniaux soit effectué dans les meilleures conditions, l'ONU doit prendre en considération les conditions propres de chaque territoire. Certains principes énoncés dans la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960 constituent, à nos yeux, des critères valables pour apprécier les mesures concrètes qui aideraient les territoires encore dépendants à accéder à l'indépendance.

94. L'élément primordial dans le transfert des pouvoirs, ses modalités et ses conditions est, sans aucun doute, la volonté de la population de chaque territoire. Or, il est de la plus grande importance que les autorités administrantes permettent à ces populations de s'exprimer sur leur avenir en toute liberté et par des moyens démocratiques.

95. L'une des idées les plus illogiques consiste, à notre avis, à vouloir appliquer sans discernement les mêmes méthodes à des populations ayant des antécédents psychologiques et politiques différents. Tout en étant convaincus que les mesures destinées à effacer les derniers vestiges du colonialisme présentent un caractère d'urgence, nous estimons que, compte tenu des situations très variées et foncièrement différentes des territoires non autonomes, la fixation d'une date pour la fin du colonialisme s'avère forcément illogique et par conséquent impraticable.

96. Le projet de résolution [A/L.366] dont ma délégation a l'honneur d'être l'un des auteurs et dans la préparation duquel elle a eu une part active, contient des éléments nécessaires pour permettre à notre organisation de s'acquitter de sa lourde responsabilité à l'égard des peuples colonisés.

97. Il est indéniable que dans les circonstances présentes la collaboration des autorités administrantes, directement responsables de la situation des territoires dépendants et possédant de plus larges renseignements à leur sujet, constitue l'élément indispensable pour le succès des travaux du Comité spécial prévu par ce projet de résolution. Nous voulons espérer que les autorités administrantes, conscientes de

la grande responsabilité qu'elles assument à l'égard de l'histoire, ne manqueront pas de prêter leur concours à l'organisation pour faire disparaître à jamais les derniers vestiges d'un système qui admettait sans ambages l'asservissement de l'homme par l'homme. La réussite de notre organisation dans l'accomplissement de cette tâche s'inscrira dans l'histoire comme une grande victoire, une victoire qui fera droit aux aspirations les plus nobles de l'humanité.

98. Avant de descendre de cette tribune, je voudrais adresser une dernière requête aux membres de l'Assemblée. Je voudrais particulièrement leur recommander le projet de résolution dont nous sommes coauteurs. Il est signé à l'heure actuelle par 38 puissances; j'espère qu'il recueillera l'assentiment unanime de l'Assemblée.

99. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Le 14 décembre de l'an dernier, l'Assemblée générale a adopté une résolution [1514 (XV)] dans laquelle elle a proclamé solennellement "la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations". A cette fin, l'Assemblée a déclaré:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

100. Comme tous les représentants le savent, je crois, les Etats-Unis se sont associés aux principes de cette déclaration historique. Nous serons heureux si, grâce à notre participation à ce débat et aux débats futurs, ainsi que par nos actes, tant dans le cadre des Nations Unies qu'en dehors, nous pouvons aider à la réalisation de ces nobles buts.

101. Quand on considère le problème du "colonialisme", terme qui a reçu bien des interprétations différentes au cours de nos débats, il importe au premier chef que nous nous comprenions et que nos idées soient claires en la matière. C'est le premier but de ce débat: libérer tous les esprits, le nôtre et ceux des autres, des préjugés, des soupçons et des demi-vérités qui compliquent et entravent notre quête commune du progrès.

102. Ensuite, il importe que nous examinions le problème du colonialisme dans son entier. Comme nous considérons tous ce problème et les autres problèmes à la lumière de notre propre expérience, certains d'entre nous ont eu tendance dans le passé à voir le colonialisme d'un point de vue limité ou partiel. Nos efforts ont ressemblé à ceux des aveugles de la fable dont chacun cherche à se représenter un éléphant en touchant chacun une partie différente de l'animal.

103. Aux Etats-Unis, par exemple, on se demande souvent pourquoi les puissances occidentales qui ont renoncé depuis 1945 à la domination qu'elles exerçaient sur près d'un milliard d'hommes et de femmes, continuent d'être critiquées et accusées d'impérialisme forcené, notamment par quelques-unes des nouvelles nations elles-mêmes, alors que l'Union soviétique qui, pendant la même période, a absorbé tant de pays indépendants d'Europe orientale, ou la Chine

communiste qui, depuis 10 ans, écrase toute tentative d'autonomie du Tibet, sont traitées avec beaucoup plus de douceur par ces mêmes critiques.

104. Pour les Etats-Unis, l'esprit anticolonialiste n'est pas une nouveauté. Nous avons été la première nation des temps modernes à passer de la domination coloniale à l'indépendance. La Déclaration d'indépendance adoptée le 4 juillet 1776, document qui a fondé notre pays, contient ces vérités évidentes:

"... que tous les hommes naissent égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que pour assurer ces droits des gouvernements sont institués parmi les hommes, tirant leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés."

105. Les fondateurs des Etats-Unis ont déclaré — et c'est toujours la conviction de leurs descendants — que ces vérités ne sont pas l'apanage d'une race ou d'une nation particulière, mais appartiennent à toute l'humanité. Ce n'est pas le peuple de mon pays ou les seuls peuples représentés ici dont les hommes naissent égaux, ce sont "tous les hommes" et, en fait, l'influence de cette déclaration s'est fait sentir dans le monde entier et continue de se faire sentir de nos jours.

106. Mais nous nous souvenons, d'après notre propre expérience, que les Etats-Unis n'ont pas cessé de rechercher le sens profond du colonialisme même après avoir accédé à la liberté en tant que première grande nation anticoloniale. Longtemps après avoir conquis notre indépendance de la Grande-Bretagne et longtemps après avoir vu se cicatriser les plaies de notre révolution grâce à une amitié avec la mère patrie fondée sur les assises solides de la coégalité, nous avons continué — et nous continuons encore — à sonder les faits de l'histoire coloniale que nous avons vécue. Nous avons continué — et nous continuons encore — à rappeler aux générations successives d'Américains les circonstances de leur naissance à l'indépendance. Nous avons continué — et nous continuons encore — à redéfinir et à élargir le sens de l'autodétermination, dans une conception toujours plus large de la liberté, qui s'étend de la politique à la structure sociale, à la structure de l'enseignement, à la structure économique, à nos droits et devoirs dans la famille des nations.

107. Aux premiers temps de notre indépendance, nous avons toujours la tentation d'imputer toutes nos difficultés à notre ancien suzerain colonial, mais, à mesure que le temps passait, nous avons pu de mieux en mieux résister à cette tentation et regarder vers l'avenir plutôt que vers le passé. Nous avons été contraints de regarder en face les vérités concernant notre pays: où nous en étions, où nous voulions aller et comment y arriver. Et en regardant ces vérités en face, nous avons appris à travailler à des œuvres concrètes au profit de notre peuple.

108. Pour toutes ces raisons fondées sur notre propre expérience, la délégation des Etats-Unis applaudit les hommes d'Etat des nouvelles nations indépendantes qui forment de nouvelles associations dont tous les membres tireront avantage, sur une base d'égalité, avec diverses nations, y compris celles qui les dominaient autrefois. Nous applaudissons spécialement les hommes d'Etat toujours plus nombreux qui se refusent à employer des méthodes d'aventuriers de théâtre, qui apportent une contribution réaliste de très grande

valeur à la solution des problèmes pratiques qui se posent aux Nations Unies et qui donnent ici, à leurs propres peuples, le meilleur exemple possible de la façon dont on travaille à construire une nouvelle nation.

109. Ainsi, nous qui sommes réunis dans cette salle de l'Assemblée, bien des choses nous rapprochent. Les sentiments de nos amis des nouvelles nations sur cette question du colonialisme ne choquent et n'offensent nullement le peuple américain. Au contraire, nous partageons ces sentiments et nous y applaudissons, nous nous considérons comme privilégiés de vivre à une époque où ces sentiments de liberté transforment la carte politique et inspirent les actes des hommes et des femmes dans le tiers du monde, à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

110. L'Organisation des Nations Unies a favorisé ce mouvement de libération depuis sa fondation. La Charte des Nations Unies exige des puissances administrantes qu'elles traitent les territoires coloniaux et les territoires dépendants non comme des sources de profit pour la puissance qui gouverne, mais comme l'objet d'une "mission sacrée" et un moyen de progrès pour les peuples dépendants. Cela est bien précisé à l'Article 73 du Chapitre XI de la Charte, intitulé "Déclaration relative aux territoires non autonomes". Cet article déclare que les puissances administrantes ont une responsabilité envers la communauté des nations, que les intérêts des populations autochtones ont la primauté et que parmi ces intérêts figurent le progrès vers l'autonomie, le développement de libres institutions et la réalisation des "aspirations politiques", ce qui a signifié l'indépendance dans la plupart des cas. Le même Article précise également que le rythme et les méthodes de ce progrès doivent tenir compte des "conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et de leurs degrés variables de développement".

111. Depuis 15 ans que l'Organisation des Nations Unies existe, l'Article 73 a été appliqué avec une grande rapidité et une ampleur extraordinaire. Une quarantaine de pays, peuplés de plus de 800 millions d'habitants, ont accédé à l'indépendance depuis 1946. Presque tous sont Membres de l'Organisation des Nations Unies et leurs représentants siègent dans cette salle. Dans l'Afrique seule, non moins de 22 Etats ont fait cette transition, si bien qu'aujourd'hui les deux tiers de l'Afrique sont libres et indépendants. D'autres Etats suivront dans les années prochaines.

112. Cette réussite a donné un élan puissant à la poussée vers l'indépendance et la pleine autonomie dans d'autres pays qui sont encore dépendants aujourd'hui et qui sentent qu'ils sont entraînés par le même grand courant de l'histoire. Il est sain et naturel qu'il en soit ainsi. La présence même parmi nous d'un nombre fortement accru de nations nouvelles, toutes libres d'exprimer les opinions qui leur semblent justes, a conféré à cette question une urgence nouvelle qui a été exprimée de façon frappante dans la résolution 1514 (XV) adoptée l'an dernier par l'Assemblée générale et contenant la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dont j'ai parlé au début de mon intervention.

113. Sur cette toile de fond, j'examinerai maintenant la situation actuelle telle qu'elle apparaît à mon gouvernement et plus précisément la situation des vastes

territoires coloniaux qui demeurent sur le continent africain.

114. Il y a d'abord la question des territoires africains du Portugal, question dont l'Assemblée générale s'occupe depuis plusieurs années et qui, pendant l'année écoulée, a porté avant tout sur la situation en Angola. Il n'est pas douteux que les peuples de l'Angola et des autres territoires portugais ont droit à tout ce que leur garantit la Charte, le droit de développer pleinement et sans entraves tout leur potentiel économique, politique et culturel. Je suis certain que l'Assemblée connaît parfaitement la position des Etats-Unis à ce sujet.

115. Au printemps dernier, au Conseil de sécurité [946ème séance], M. Stevenson a exprimé la conviction de mon gouvernement, conviction qui demeure ferme et inchangée, que des réformes graduelles effectuées dans les territoires portugais — et même l'accélération de ces réformes — s'imposent si l'on veut que les populations sous administration portugaise progressent aux points de vue politique, économique et social vers la pleine autodétermination à laquelle ils ont droit. Mais ma délégation aura d'avantage à dire sur cette question lors de l'examen de la situation en Angola.

116. Puis vient le problème du Sud-Ouest africain, problème compliqué par des facteurs historiques et juridiques. Mais la question fondamentale est claire: la population du Sud-Ouest africain doit recevoir la possibilité d'aspirer à l'autodétermination et à la réaliser.

117. Dans ce contexte, il est inévitable à mon avis de parler de la politique d'apartheid en Union sud-africaine, encore que ce problème soit discuté ailleurs. Nous continuons à croire, comme le faisaient nos aïeux lors de la fondation des Etats-Unis, que les gouvernements "tirent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés". En Afrique du Sud, le consentement de la grande majorité ne compte guère. Nous pensons qu'il est inadmissible qu'un groupe qui ne compte pas plus du cinquième de la population d'un pays détienne en fait tous les pouvoirs et relègue la majorité en une sujétion éternelle du fait de sa race. En vertu de la Charte, nous sommes tous engagés à effacer cette injustice, cette grossière atteinte aux droits de l'homme.

118. En Afrique, pour la plupart des pays, le transfert des pouvoirs aux Africains s'est effectué dans des régions où les minorités européennes sont très petites. Dans ces régions, le Royaume-Uni et la France ont très vite senti le vent du changement et ont transféré les pouvoirs aux dirigeants africains.

119. Cette œuvre constructive est, j'en suis certain, le gage de la sincérité de ces deux puissances métropolitaines qui s'attaquent maintenant au problème beaucoup plus difficile de l'autodétermination qu'il s'agit de donner à des communautés mixtes telles que celles de l'Algérie ou des Rhodésies. Si le progrès dans ce domaine demande plus de temps, c'est en partie parce que le problème est infiniment plus complexe. Dans ce cas-là, une minorité depuis longtemps dominante et une majorité qui ne jouit pas de tous ses droits et de toutes ses garanties légitimes doivent trouver une base nouvelle de coexistence. La majorité doit apprendre à porter sa part des responsabilités du pouvoir. La minorité privilégiée doit donner son aide dans ce processus d'éducation et doit en retour se voir assurer la sauvegarde de

ses droits de minorité, car une société libre n'est pas possible si le pouvoir de la majorité et les droits de la minorité ne sont pas équilibrés et conciliés.

120. La métamorphose historique des colonies en sociétés autonomes multiraciales et démocratiques impose à tous les intéressés une tâche très délicate et difficile. Nous exprimons l'espoir que les gouvernements et les peuples intéressés continueront de poursuivre cette tâche avec toute la rapidité possible.

121. J'ai parlé de certaines des questions coloniales les plus urgentes et les plus brûlantes qui se présentent en Afrique. Nous promettons à nouveau que les Etats-Unis consacreront sans relâche leur dévouement, leur énergie et leurs capacités à la recherche de solutions pacifiques et constructives, conformes aux idéaux de la Charte, pour les problèmes que posent ces questions.

122. J'indiquerai maintenant un principe général dont les Etats-Unis s'inspirent dans tous les aspects de la question. Nous préférierions voir les dirigeants et les peuples d'Afrique conquérir l'indépendance réelle, faire tous les durs efforts que cela exige, créer toutes les institutions que cela exige, plutôt que les voir se contenter de l'image creuse et stérile d'une indépendance sans réalité.

123. Ici, nous devons rechercher un équilibre délicat. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux énonce expressément: "Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance". Mais le mot clef ici est "prétexte", une raison prétendue qui dissimule quelque autre motif. Nul ne doit crier à l'obstruction s'il faut du temps pour édifier ces institutions en toute bonne foi. Refuser de prendre le temps nécessaire serait nous tromper cruellement et tromper cruellement toutes les populations intéressées. L'expérience tragique du Congo nous a enseigné cette leçon d'une façon si éclatante qu'il est à espérer que nous ne l'oublions pas.

124. C'était là un pays qui, après une préparation trop limitée, s'est vu soudain accorder, presque imposer, la pleine indépendance politique et qui a vu du jour au lendemain cette indépendance tourner en chaos. Tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies doit assurément prendre à cœur tout ce que cette tragédie signifie et le devoir de donner aux peuples dépendants les connaissances et les institutions qui sont indispensables à une liberté viable. Un legs de libres institutions, de fonctionnaires honnêtes, compétents et loyaux, d'un commerce et d'une industrie suffisamment développés, d'un système d'enseignement efficace et étendu, représente l'une des ressources les plus précieuses qu'une nation jeune ou naissante puisse posséder. Malgré une impatience compréhensible, les dirigeants de ces nations doivent être prêts à insister pour que ces conditions soient réalisées dans toute la mesure possible avant de se lancer sur les eaux agitées et dangereuses d'un monde tourmenté.

125. Il est facile de crier "Uhuru" ou "liberté" en toute langue. Mais pour qu'un pays soit vraiment libre, il faut que ses habitants et ses dirigeants disposent des institutions et des connaissances nécessaires pour pouvoir prendre des décisions avec sagesse d'année en année, au long de toutes les années à venir, prendre les grandes décisions souveraines qui détermineront leurs destinées nationales.

126. Et des décisions aussi lourdes de conséquences ne doivent pas être prises seulement au début de l'ère d'indépendance d'une nation, mais au cours de toutes les années à venir dans sa carrière de nation. Le pouvoir de prendre ces décisions est le patrimoine le plus précieux de toutes les nations. Une nation qui n'est pas libre de prendre des décisions par elle-même n'est en fait pas libre du tout.

127. Pour qu'une nation jouisse de cette liberté, il faut deux choses. Il faut que le droit de décider soit entre ses mains et non entre des mains étrangères. Elément non moins essentiel, il faut aussi qu'elle dispose, dans son peuple et parmi ses dirigeants, des connaissances et de l'expérience qui peuvent seules donner l'aptitude à décider.

128. Il n'y a pas là une recette infaillible. Toute nation libre court le risque de prendre une décision dans le mauvais sens, mais toute nation doit avoir les connaissances et l'expérience qui, tout au moins, lui donnent une chance de prendre une décision heureuse et sage.

129. Ce n'est qu'ainsi que les nouvelles nations auront la force de préserver leur indépendance. L'importance de ce principe a été soulignée ici à juste titre et avec sagesse par plusieurs représentants, notamment par le Ministre des affaires étrangères de Nigéria [1050ème séance] lorsqu'il a présenté son projet de résolution si éclairé [A/L.357].

130. Il reste maintenant la question qui nous intéresse ici à l'Assemblée, le plus directement: que peuvent faire les Nations Unies actuellement pour accélérer et guider le processus de décolonisation?

131. La nature de cette action des Nations Unies doit nécessairement être variable selon les situations qui se présenteront et qui, nous l'avons vu, seront radicalement différentes pour des territoires différents. La grande résolution 1514 (XV) adoptée au mois de décembre dernier par l'Assemblée demandait que des mesures immédiates soient prises par les puissances administrantes pour mettre fin au régime colonial.

132. Pour bien des territoires, cela n'a posé que peu ou pas de problèmes. Le Tanganyika, pour ne prendre qu'un seul exemple, était déjà fort avancé sur la route de l'indépendance à laquelle il accédera en fait le mois prochain. Dans les territoires portugais d'Afrique, en revanche, le droit de la population à disposer d'elle-même n'a pas encore été reconnu par le Gouvernement portugais.

133. Il y a d'autres cas, dont celui du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée est un exemple, où l'Autorité administrante, en l'occurrence l'Australie, a pleinement accepté, en droit comme en pratique, les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte, mais où des dizaines de milliers d'habitants n'ont pas encore de contacts avec le monde extérieur. Une longue période de développement les attend avant qu'on puisse espérer voir en eux une nation indépendante et viable.

134. Les Etats-Unis estiment que les Nations Unies ont deux tâches très différentes à accomplir dans ce domaine. A l'égard des gouvernements qui, malheureusement, ne se conforment que lentement et avec réticence aux responsabilités qui leur incombent en vertu de la Charte, nous estimons que la bonne méthode consiste à créer des comités spéciaux char-

gés d'enquêter sur la situation dans leurs territoires, de procéder à des consultations avec les puissances administrantes et d'essayer de les convaincre, de tenir l'Assemblée générale au courant, de faire des recommandations précises et d'attirer l'attention d'une opinion mondiale éclairée sur chacune de ces situations. Nous avons confiance que cette méthode donnera des résultats avec le temps, mais pas aussi vite que beaucoup d'entre nous le voudraient.

135. Il est clair que cette méthode ne convient pas pour les autres cas dans lesquels la puissance administrante a accepté les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et travaille de bonne foi avec la population autochtone à les remplir. Lorsque, par exemple, un gouvernement qui administre un territoire non autonome fait fidèlement rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, sur l'administration de ce territoire et sur la situation économique et sociale et même politique qui y règne, nous estimons qu'il ne convient guère que les Nations Unies traitent le cas comme s'il s'agissait d'un cas d'oppression coloniale.

136. Les Etats-Unis sont associés avec trois territoires qui ne sont pas pleinement autonomes: les îles Vierges américaines, Guam et les Samoa américaines dont la population autochtone est de moins de 100 000 habitants au total.

137. Dans la mesure où le mot "colonialisme" désigne des rapports injustes entretenus contre les vœux de la population des territoires en question, des rapports de sujétion, d'oppression et d'exploitation, le terme "colonialisme" ne peut absolument pas s'appliquer à la situation qui règne dans ces territoires.

138. Nous reconnaissons toutefois que ces territoires, bien qu'ils jouissent d'une large mesure d'autonomie, en ce sens qu'ils ont leurs propres organes législatifs librement élus au suffrage universel des adultes, ne sont pas pleinement autonomes au sens où ce terme est généralement employé aux Nations Unies. Mon gouvernement a communiqué en conséquence des rapports, en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte sur ces trois territoires en tant que territoires non autonomes — bien que, puis-je préciser, ce terme déplaît un peu aux dirigeants élus de ces territoires, qui les considèrent comme autonomes. Il en résulte que ces territoires qui, du moins techniquement, ne sont pas autonomes relèvent de la résolution 1514 (XV).

139. Conformément à l'attachement que nous portons au principe de l'autodétermination et conformément aussi à la résolution 1514 (XV), ma délégation est heureuse d'annoncer à l'Assemblée que les Etats-Unis entament des consultations avec les conseils élus compétents de Guam, des Samoa américaines et des îles Vierges américaines, quant aux mesures qui pourraient être prises dans chacun de ces territoires, compte tenu des conditions qui lui sont particulières, pour déterminer les vœux de sa population en ce qui concerne son avenir politique. Nous agissons de même dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, mais ce dernier relève de la compétence du Conseil de sécurité.

140. Dans bien des territoires dépendants, comme dans les territoires des Etats-Unis dont il vient d'être question, des rapports de consultation et d'association d'une importance capitale se multiplient entre la puissance administrante et les dirigeants autochtones.

Les Nations Unies ne doivent rien faire qui risque de nuire à ces rapports ou s'y ingérer, car ils constituent la voie la plus directe et la plus courte vers une véritable autodétermination. En fait, l'efficacité de cette méthode est prouvée par les centaines de millions de personnes qui ont accédé à l'indépendance au cours des 15 dernières années. Cette méthode qui a subi l'épreuve de l'histoire mérite qu'on la respecte et qu'on la laisse continuer de s'appliquer sans complications nouvelles.

141. Cependant, il est certain que les Nations Unies peuvent jouer un rôle très constructif. Un projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] propose la création d'un comité de l'Assemblée qui s'occuperait des progrès réalisés sur la voie de l'élimination de la domination coloniale dans les territoires qui sont encore dépendants. Nous estimons que sa fonction principale devrait être d'étudier la situation et de présenter à l'examen de l'Assemblée et de tous les Etats Membres intéressés, des principes directeurs d'action dans ce domaine d'importance capitale. Ce comité s'occuperait par exemple de certains problèmes particulièrement difficiles qui subsistent, tels que ceux des petites îles, des enclaves et des territoires où il y a des minorités importantes. Ce comité, calqué sur le Comité spécial des Six, chargé de la question de la communication de renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, qui s'est occupé de certains problèmes de définition dans ce domaine, pourrait avoir une utilité véritable.

142. Heureusement, les cas où la puissance administrante travaille de bonne foi avec la population locale à atteindre les buts du Chapitre XI de la Charte sont les plus nombreux aujourd'hui. Le régime colonial, dans les cas les meilleurs, est appelé à se liquider de lui-même et c'est ce qui ne peut manquer de se passer. Il l'a fait au cours des 15 années historiques qui viennent de s'écouler et de nombreuses délégations présentes dans cette salle en sont la preuve vivante.

143. Que ne puis-je terminer sur ce sujet avec cette heureuse constatation! Mais j'estime qu'il est de mon devoir de parler d'une autre forme de sujétion de peuples étrangers qui afflige l'humanité dans l'histoire contemporaine.

144. L'Union soviétique ne se prive jamais de réclamer l'indépendance immédiate de tous les territoires coloniaux sous contrôle de l'Occident. En fait, elle va même plus loin: elle exige que tout contact entre les nations naissantes et l'Occident soit rompu, isolant ainsi les nations nouvelles de l'appui technique et économique que les nations industrielles de l'Occident peuvent leur offrir et leur offrent. Cette intéressante méthode affaiblirait tellement les nations nouvelles qu'elles ne pourraient guère échapper au sort que l'Union soviétique peut leur réserver.

145. Entre-temps, nombreux sont ceux, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans beaucoup de parties du monde, qui demandent à juste titre: Qu'advient-il des 200 millions d'étrangers que l'Union soviétique asservit depuis 1945? N'ont-ils pas aussi le droit, en vertu de la Déclaration historique contenue dans la résolution 1514 (XV) de "déterminer librement leur statut politique" et de "jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes"? Cet asservissement n'est-il pas aussi une forme virulente du colonialisme ou, si l'on préfère, de l'impérialisme?

146. Ces gens veulent savoir pourquoi les Nations Unies concentrent leur attention sur des formes de

domination coloniale occidentale dont la fin approche rapidement, et accordent peu ou pas d'attention à ces formes beaucoup plus opiniâtres et subtiles de domination que l'Union soviétique pratique surtout en Europe orientale et que la Chine communiste pratique au Tibet et ailleurs. Le même principe d'autodétermination n'est-il pas en cause dans tous ces cas? Pourquoi ne pas être plus autoritaire et insistant à l'égard de ceux qui persistent opiniâtement dans l'injustice?

147. Nous nous sentons tout à fait en sympathie avec ceux qui posent ces questions. Les sentiments des Etats-Unis et de la majorité des Etats Membres à l'égard des tragiques questions de Hongrie et du Tibet sont bien connus de l'Assemblée générale et ils seront réaffirmés prochainement lorsque ces deux questions viendront en discussion. Le moment viendra sûrement où justice pourra être rendue dans la paix à ces peuples et à d'autres qui sont maintenus aujourd'hui, contre leur gré, sous la domination étrangère de Moscou ou de Pékin. Avec le temps, leur jour viendra et les Nations Unies auront leur rôle à jouer. L'histoire a son propre cours et sa propre logique.

148. A ce sujet, on a pris note avec intérêt des déclarations extrêmes que le très compétent représentant de l'Union soviétique s'est cru obligé de faire pour répondre à certaines observations que le représentant du Royaume-Uni a formulées récemment à propos du colonialisme soviétique, dans la très franche déclaration qu'il a faite au cours de ce débat. Il semble que M. Godber ait touché un point sensible. La réponse de M. Lapine, bien que brève, contenait des affirmations aussi remarquables que celle-ci:

"... l'Union soviétique est une union libre de républiques socialistes... cimentée par l'amitié profonde, la solidarité et la communauté d'intérêts de ces peuples" [1056ème séance, par. 164].

149. Pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres, je me demande si les 900 000 — il s'agit bien de 900 000 — Kazaks musulmans qui ont disparu mystérieusement de leur république nationale entre 1920 et 1939 seraient d'accord avec M. Lapine. Ou bien si les 400 000 Allemands de la Volga, les 259 000 Tartares de Crimée, les 130 000 Kalmouks — tous déportés vers l'Est — seraient d'accord avec M. Lapine. M. Lapine a dit également:

"Quant aux bases militaires, vous savez parfaitement que l'Union soviétique n'a pas de bases sur territoire étranger." [Ibid., par. 169.]

150. Pour ne prendre qu'un exemple, il y a actuellement en Hongrie, c'est un fait, plus de 50 000 soldats soviétiques. Or, la déclaration de M. Lapine que je viens de citer peut nous conduire à l'une des deux conclusions suivantes: ou bien ces 50 000 soldats soviétiques opèrent à partir d'hôtels, de pensions de famille et d'auberges de campagne, ou bien l'Union soviétique ne considère pas la Hongrie comme un territoire étranger. Que chacun choisisse sa conclusion.

151. Dans un document [A/4889] déjà distribué sur cette question, l'Union soviétique a jugé bon de diriger surtout ses attaques contre les Etats-Unis dont les territoires dépendants — y compris leur territoire sous tutelle — ont une population de moins de 200 000 habitants, contre les Etats-Unis qui font de leur mieux pour appliquer la Charte en toutes ces matières. Je ne veux pas importuner les représentants en répon-

dant ici à ces accusations extravagantes. Néanmoins, nous ferons prochainement distribuer un document où seront exposées certaines observations sur le memorandum de l'Union soviétique.

152. Je passerai maintenant à une autre question. Le différend concernant le territoire de la Nouvelle-Guinée occidentale est pour l'Assemblée une grande épreuve et lui offre une occasion sans précédent. Je n'essaierai pas de passer en revue l'histoire embrouillée de ce différend et je n'ai pas la prétention de porter un jugement sur les revendications contradictoires des gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas.

153. Cependant il semble, par bonheur, que la confrontation stérile d'affirmations et de contre-affirmations tire à sa fin. Si l'Assemblée agit de façon judicieuse et réaliste, ce territoire peut cesser bientôt d'être l'objet d'un litige international. Il pourrait même servir d'exemple de décolonisation intelligente.

154. Mon gouvernement juge constructive et fort heureuse l'initiative que le Gouvernement des Pays-Bas a prise en proposant de renoncer à son contrôle sur la Nouvelle-Guinée occidentale, l'administration étant placée sous l'autorité des Nations Unies pendant une période intérimaire. La condition fondamentale que pose le Gouvernement des Pays-Bas est que les habitants du territoire aient le droit d'exercer un libre choix au sujet du sort qui sera réservé au territoire. La position des Etats-Unis sur le principe de l'autodétermination est bien connue et nous ne voyons pas de raison valable de refuser aux habitants de la Nouvelle-Guinée occidentale la possibilité d'exprimer leur volonté.

155. D'autre part, encore que nous accueillions avec faveur le principe général de la proposition des Pays-Bas, à notre avis le projet de résolution des Pays-Bas [A/L.354] reflète complètement le point de vue de ce pays et ne fait pas une part suffisante à l'intérêt intense que l'Indonésie porte au territoire.

156. Nous estimons qu'il n'y a rien à gagner à chercher à méconnaître, comme le fait le projet de résolution des Pays-Bas, la revendication de l'Indonésie touchant la souveraineté sur le territoire que ce pays appelle l'Irian Barat. A notre avis, il ne faut pas demander à l'Assemblée d'accepter soit la thèse de la souveraineté néerlandaise, soit la thèse indonésienne. Quoi qu'elle fasse, elle devrait le faire sans préjugé pour l'une ou l'autre partie. Etant donné le différend qui existe, la bonne méthode, conformément à la Charte des Nations Unies, semblerait être d'assurer à la population du territoire la possibilité de se prononcer en temps utile sur son avenir politique, sous l'égide des Nations Unies.

157. Pour obtenir ce résultat, il nous semble que toute résolution adoptée par l'Assemblée devra préciser clairement que les Hollandais transféreront à une certaine date l'administration du territoire aux Nations Unies. Les conditions de ce transfert seraient établies à sa dix-septième session par l'Assemblée générale après avoir reçu les recommandations d'une petite commission composée d'Etats Membres désintéressés.

158. Nous pensons qu'une telle administration des Nations Unies, qui permettrait à la population du territoire d'exprimer son choix, devrait donner à l'Indonésie une possibilité raisonnable de poursuivre son objectif qui consiste à réaliser l'intégration de

la Nouvelle-Guinée occidentale à l'Indonésie. Pendant la période intérimaire, il serait mis fin au contrôle des Pays-Bas et une administration impartiale des Nations Unies exercerait une complète autorité. Nous supposons que sous le régime de cette administration l'Indonésie aurait accès au territoire.

159. Nous ne croyons pas que la proposition de la délégation de l'Inde [A/L.367 et Add.1] offre une solution définitive de ce problème. Encore que nous souhaitions vivement voir concilier les vues des Pays-Bas et de l'Indonésie à ce sujet, encore que nous serions heureux de voir entamer des pourparlers amicaux entre les parties au différend, nous ferons remarquer que de semblables propositions de simples négociations bilatérales ont déjà été présentées ici et ont été rejetées. Nous estimons que tout projet de résolution sur la question doit maintenant tenir compte du fait nouveau que les Pays-Bas se sont déclarés prêts à transférer, aux Nations Unies leurs pouvoirs sur le territoire.

160. De plus, à notre avis, l'adoption d'un simple appel aux parties pour qu'elles négocient équivaldrait à rejeter — ou tout au moins à méconnaître — l'idée que la population du territoire doit se voir accorder le droit à l'autodétermination. En fait, nous notons avec regret que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Inde ne fait aucune allusion à la population de la Nouvelle-Guinée occidentale et semble accepter l'idée que son avenir politique peut et même devrait être réglé par d'autres sans tenir compte de l'avis de la population.

161. Le droit à l'autodétermination est un droit fondamental selon la Charte et selon la résolution 1514 (XV). Le représentant de l'Inde, M. Krishna Menon, a déclaré ici l'autre jour [1058ème séance] qu'il ne pouvait accepter l'idée d'une commission des Nations Unies, car ce serait reconnaître tacitement que la souveraineté sur le territoire prêtait à différend. Mais tel est précisément le cas: l'Indonésie revendique la souveraineté et sa thèse est appuyée par un certain nombre de délégations, dont celle de l'Inde, mais les Pays-Bas revendiquent la souveraineté eux aussi et leur thèse est également appuyée par un certain nombre de délégations.

162. Il semble donc qu'il y ait là un cas où l'application du principe de l'autodétermination est tout à fait opportune et constitue même la seule façon pratique et juste de sortir de l'impasse dans laquelle on se trouve depuis plus de 10 ans.

163. Une observation encore: il y a tout lieu d'espérer et de croire que le Gouvernement indonésien pourra accepter et accepter l'idée de l'autodétermination de la Nouvelle-Guinée occidentale, à condition que cette consultation soit organisée de façon impartiale et à condition que l'Indonésie ait libre accès à la région. Ma délégation estime que l'Indonésie aurait évidemment intérêt à accepter le futur retrait des Pays-Bas de la Nouvelle-Guinée occidentale, puis à poursuivre ses objectifs par des moyens pacifiques. C'est une question complexe, qui demandera du temps, de la patience et les efforts concertés de tous les intéressés.

164. Les membres de l'Assemblée générale ont le privilège de jouer un rôle dans l'une des évolutions historiques les plus créatrices de l'humanité: la naissance de nations nouvelles qui passent du statut de colonies à la pleine égalité dans la communauté mondiale. Cette évolution est déjà très avancée. Il

nous appartient de l'aider, de la faciliter, de la guider dans des voies pacifiques. Lorsque les parties responsables faiblissent ou manquent à leurs obligations, nous avons le devoir d'exiger des actes. Lorsque les problèmes sont résolus de bonne foi, nous devons respecter l'œuvre qui s'accomplit. Lorsque tous nos appels se heurtent à l'entêtement et au défi, dressons-nous et travaillons pour ce qui est juste, jusqu'à ce que ce qui est juste triomphe dans la paix.

M. Ortiz Martin (Costa Rica), vice-président, prend la présidence.

165. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) [traduit de l'anglais]: L'an dernier, la Nouvelle-Zélande a voté pour la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Nous en avons été fiers. Tout en faisant des réserves sur certaines parties du texte de cette déclaration, nous avons pleinement souscrit à son objet principal. Le peuple de la Nouvelle-Zélande estime qu'au sein de l'Organisation, comme au dehors, nous devons travailler ensemble à édifier un monde de nations indépendantes, dévouées au bien commun de l'humanité et exemptes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de toutes formes de domination, de discrimination et d'oppression. Ce n'est que dans un tel monde que la valeur individuelle et la dignité essentielle de la personne humaine, quelle que soit sa race ou sa couleur, pourront être pleinement assurées. Ce n'est qu'ainsi que ses talents et ses possibilités pourront avoir libre cours dans l'intérêt de tous.

166. L'une des faiblesses fondamentales du système colonial, si éclairé soit-il, est que ce système ne peut permettre la pleine réalisation du potentiel individuel et national. Les puissances administrantes et les puissances non administrantes le reconnaissent aujourd'hui généralement. Ce fait a été reconnu en 1945. Les auteurs des chapitres de la Charte concernant les territoires dépendants ont mis l'accent sur le caractère transitoire des relations coloniales et sur la nécessité de favoriser l'évolution de tous les territoires sur les plans politique, social et économique, afin qu'ils puissent parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance, selon les conditions particulières du territoire.

167. Cela a d'ailleurs été reconnu avant 1945. Par exemple, le 21 janvier 1944 la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont déclaré conjointement^{3/} que la doctrine de la tutelle, déjà applicable dans le cas des territoires sous mandat dont les deux gouvernements étaient puissances mandataires, devait s'appliquer, d'une manière générale, à tous les territoires coloniaux du Pacifique et des autres régions, et que l'objet principal de cette tutelle était la prospérité des populations autochtones et leur développement social, économique et politique. Cette déclaration peut sembler assez anodine aujourd'hui, mais elle était presque révolutionnaire en 1944. La Nouvelle-Zélande s'est conformée à l'esprit de cette déclaration et, sous l'impulsion de son premier ministre, M. Peter Fraser, qui a présidé le Comité chargé de rédiger les chapitres de la Charte relatifs aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes, la délégation de la Nouvelle-Zélande a joué un grand rôle dans les débuts du mouvement tendant à la décolonisation. Il est vrai

^{3/} Accord de 1944 entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, publié dans les *Keesing's Contemporary Archives* (Bristol, Keesing's Publications Ltd.), vol. V, p. 6273.

que ce mouvement a acquis actuellement une force dont on ne rêvait même pas à San Francisco, au point que la Nouvelle-Zélande, qui était alors à l'avant-garde, semble maintenant faire partie des "modérés". Mais s'il existe des divergences de vues entre nous et ceux qui sont maintenant les chefs du mouvement de décolonisation, ces divergences portent sur les délais et les méthodes pratiques, certainement pas sur l'objectif visé.

168. Les principes fondamentaux et les dispositions de la Charte demeurent valables, mais, avec la récente accession à l'indépendance de nombreux pays et l'éveil politique des populations encore dépendantes, le problème a pris un tour plus urgent. La plupart des puissances administrantes ont réagi avec ingéniosité et énergie, comme le montre la présence ici de représentants de si nombreux Etats africains. Une ou deux des puissances coloniales d'autrefois ont malheureusement éprouvé quelque difficulté à adapter leur politique au changement de situation. La plus grande puissance impérialiste de toutes, l'Union soviétique, prétend se faire une fois de plus, cette année, le champion des peuples opprimés, et elle a même présenté un projet de résolution [A/L.355] qui souligne notamment la nécessité d'assurer dans les territoires dépendants l'organisation d'élections libres et l'exercice de la liberté de parole et de presse. L'audace de l'auteur de ce projet de résolution coupe le souffle et provoque un étonnement légèrement amusé en même temps qu'écoeuré. Mais je n'insisterai pas sur la nature de cette manœuvre soviétique qui relève de la guerre froide. Nous connaissons bien le désir des populations d'Asie et d'Afrique de rester en paix et de pouvoir s'occuper elles-mêmes et à leur façon de leurs problèmes urgents, sans qu'on y fasse intervenir des questions qui relèvent de la guerre froide.

169. Nous ne pouvons pas prendre au sérieux l'initiative soviétique avec ses arrière-pensées évidentes. Nous prenons en revanche très au sérieux l'opinion de nos collègues d'Asie et d'Afrique. Nombre d'entre eux, en tant que représentants de pays qui viennent de se libérer du statut colonial, sont particulièrement bien placés pour parler en connaissance de cause et avec autorité sur la question examinée en ce moment. Que leurs vues diffèrent sensiblement à certains égards, cela est naturel. Ils sont cependant unanimes sur un point, à savoir que l'Assemblée générale doit prendre cette année des mesures pour l'application rapide des principes de la Déclaration sur le colonialisme.

170. Ma délégation comprend ce désir. Nous croyons en outre que l'Assemblée doit pouvoir agir en cette direction sans porter atteinte aux droits et aux responsabilités, que la Déclaration sur le colonialisme ne modifie pas, qui appartiennent aux Etats Membres administrants, en vertu de la Charte, en ce qui concerne les territoires sous tutelle ou territoires non autonomes dont ils ont la charge. Tant que ces Etats Membres chercheront honnêtement à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Charte, leur position doit être respectée. Même si l'on pouvait ne pas tenir compte des considérations juridiques, l'Assemblée agirait certainement sagement, sur le plan pratique, en ne cherchant pas à légiférer de manière détaillée pour les nombreux territoires encore dépendants, qui sont extrêmement différenciés des points de vue de leur situation générale et de leurs possibilités. Certains Etats Membres administrants se sont toujours acquittés de leurs obligations en vertu de la Charte et généralement en obtenant des résul-

tats admirables. L'expérience et le bon sens montrent qu'il faut laisser à ces Etats Membres administrants, dont la bonne foi n'est pas contestée, le soin de travailler au progrès politique rapide de leurs territoires et à l'application de toute recommandation générale que l'Assemblée pourra faire.

171. Le désir général se manifeste aussi à l'Assemblée de voir les peuples qui prennent possession du patrimoine qui leur revient, de leur Etat indépendant, avoir en main quelque chose de solide et de viable qui puisse satisfaire leurs aspirations sans cesse grandissantes. Il nous semble parfois que certains Etats représentés à l'Organisation ont un intérêt constant à susciter ou à entretenir le désordre, mais ce n'est certainement pas vrai de la majorité des Etats.

172. Nous ne contestons pas qu'il soit utile que les Nations Unies maintiennent une pression sur les Etats Membres administrants. La Nouvelle-Zélande, bien qu'elle se fût acquittée avec enthousiasme et bonne volonté de sa tâche au Samoa-Occidental, a tiré grand profit de l'attention rigoureuse et constante et de la pression impitoyable du Conseil de tutelle. Son action nous a aidés à accomplir notre tâche avec vigilance; elle était utile et nécessaire même quand, sur le moment, elle paraissait importune. Ce qui est très important, c'est l'esprit dans lequel cette attention et cette pression sont exercées. Nous avons toujours envisagé notre tâche au Samoa Occidental dans un esprit de coopération étroite entre les Nations Unies, l'Autorité administrante et la population du Territoire. Les Nations Unies ont fait preuve du même esprit. C'est cette atmosphère de coopération, cet esprit de collaboration, au service d'une des plus nobles entreprises humaines, qui a permis les résultats fructueux qui aboutissent à l'indépendance des Samoans dans l'ordre. Les critiques ne nous ont pas été épargnées lorsque des Membres de l'Organisation des Nations Unies les jugeaient justifiées, mais nous avons entendu aussi quelques éloges et quelques encouragements. Nous avons de bonnes raisons de savoir que la générosité d'esprit se rencontre chez les Membres de l'Organisation.

173. Je demande aux représentants de m'excuser d'avoir cité le Samoa-Occidental en exemple, mais c'est le seul cas qui me soit très familier; encore que les problèmes de ce pays soient simples comparés à ceux que connaissent beaucoup de nouveaux Etats, ce sont essentiellement les mêmes problèmes quant à leur nature et leur nombre, et souvent, parce que l'échelle est réduite, on peut les voir avec plus de netteté.

174. Si les Samoans, qui seront indépendants dans cinq semaines, s'étaient contentés de rester en une société tribale vivant en économie de subsistance, ils n'auraient pu se gouverner sans aucune aide extérieure à aucun moment; en fait, leurs superbes aptitudes en matière de politique et de gouvernement donnent souvent aux politiciens de pays dits développés une allure d'amateurs. En ce sens, nous approuvons l'argument soutenu par plusieurs représentants qui affirment que tous les peuples coloniaux sont prêts à prendre en main leurs propres affaires immédiatement. Mais le Samoa ne pouvait pas conserver son économie traditionnelle et son régime de gouvernement. Avec la création de services médicaux, la population du Samoa s'accroissait à un rythme plus rapide qu'aucune autre population au monde. Le développement agricole et économique était nécessaire,

ne fût-ce que pour maintenir le niveau de vie existant; pour améliorer ce niveau — et tel était le désir croissant de cette population croissante —, il fallait des méthodes et des connaissances nouvelles dans les domaines de l'administration, de l'agriculture, de la santé, de l'enseignement et des travaux publics.

175. Ce n'est pas critiquer une société traditionnelle que de dire qu'elle ne peut répondre immédiatement aux besoins accrus et aux désirs accrus d'une population accrue dans un monde moderne. Il faut jeter un pont entre une société traditionnelle et une société nouvelle, une société nouvelle dont on ne peut prédire la forme qu'elle prendra, car cette forme variera d'un peuple à l'autre. La tâche de ceux qui administrent des colonies ou des territoires sous tutelle est d'aider la population à construire ce pont le plus vite possible. Cependant, même avec la meilleure volonté du monde, il faut du temps pour construire ce pont. Il faut du temps pour que garçons et filles achèvent le cycle de l'enseignement primaire et celui de l'enseignement secondaire, pour que certains sortent de l'université, pour que d'autres acquièrent au prix d'une expérience difficile une formation de médecin, d'ingénieur ou d'administrateur. Quelquefois, rien ne semble se produire, pendant que les années passent. Mais alors les investissements dans l'enseignement commencent enfin à rapporter: garçons et filles reviennent des écoles et des universités, les diplômés rentrent, les apprentis achèvent leur formation, les administrateurs commencent à avoir confiance en leur compétence. Puis le progrès vient d'un coup, en même temps que la maîtrise et l'enthousiasme. La patience est récompensée. Qu'on ne se méprenne pas: je n'ai pas eu l'intention de faire une plaidoirie en faveur du retard ou de la passivité.

176. Chacun de nous a eu une expérience qui détermine sa façon de penser. Celle de la Nouvelle-Zélande a été déterminée par la position qu'elle occupe dans le Pacifique et la connaissance qu'elle a de cette région, avec ses îles minuscules, qui ne sont souvent que des atolls de corail, habitées par une poignée d'hommes et dispersées sur les vastes étendues solitaires de l'océan Pacifique. Il n'est pas étrange que la remarquable diversité des territoires encore dépendants dans le monde entier puisse quelquefois passer inaperçue aux yeux de ceux qui, c'est naturel, pensent surtout à l'Afrique. Cependant, les différences d'ordre physique et politique qui existent entre un vaste territoire continental et une petite île isolée du Pacifique sont bien plus marquées que des similitudes fortuites dans le statut international.

177. Si l'Assemblée générale décidait de créer une commission spéciale chargée d'examiner l'application de la Déclaration, il ne fait pas de doute que cette commission serait frappée de la complexité et de la variété des tâches auxquelles ont à faire face certains Etats Membres administrants. Il est improbable qu'une formule unique puisse s'appliquer à tous les cas. Tout principe général, si valable soit-il en théorie, devra dans la pratique être appliqué très prudemment et intelligemment. C'est parce que nous reconnaissons ces réalités que nous appuyons le projet de résolution [A/L.357] proposé par la Fédération de Nigéria, sur la question intitulée: "Assistance à l'Afrique: a) programme des Nations Unies pour l'indépendance".

178. Etant donné la sensibilité politique de l'Afrique et les difficultés aiguës qui ont surgi au sujet de certains territoires africains, comme l'Angola et le Sud-Ouest africain, il nous semble raisonnable d'accorder

une attention particulière aux problèmes de la décolonisation sur ce continent. Il semble réaliste de réclamer que des mesures immédiates soient prises pour préparer les peuples des territoires dépendants de ce continent à assumer complètement la gestion de leurs affaires. Bien que très éloignés de cette région, la Nouvelle-Zélande partage la profonde inquiétude d'autres Etats Membres qui souhaitent que les entités politiques qui naissent en Afrique soient stables et réellement indépendantes, ne risquant ni de sombrer dans le chaos intérieur ni de dépendre de façon exagérée, et par conséquent malsaine, de puissances étrangères ou de pays voisins plus grands et plus forts.

179. Nous ne pensons pas qu'il soit sage de vouloir fixer une date limite définitive pour l'indépendance des territoires d'Afrique, et encore moins pour celle de tous les territoires dépendants. Notre propre expérience au Samoa-Occidental, bien que limitée, nous a démontré qu'il est pratiquement difficile et politiquement imprudent de vouloir fixer une date définitive avant d'avoir atteint l'une des dernières étapes du processus de développement par lequel ce territoire est sorti de tutelle. Lorsque cette étape a été atteinte, il est devenu à peu près inévitable et en fait très utile de fixer une date pour l'indépendance, d'accord avec les dirigeants samoans. Mais nous sommes prêts à voter en faveur du projet de résolution de la Nigéria, avec sa date limite de 1970 au plus tard pour l'indépendance des territoires d'Afrique, car il nous semble que cette date ne devrait pas gêner beaucoup les Etats Membres administrants qui respectent les obligations imposées par la Charte et qu'elle pourrait aiguillonner utilement ceux qui ne les respectent pas.

180. Si ces problèmes coloniaux ne sont pas résolus et si des nations stables ne sont pas établies avec des gouvernements à base populaire, la lutte pour l'Afrique au XXème siècle pourrait bien avoir de plus mauvaises conséquences, et pendant plus longtemps, que la lutte pour l'Afrique à la fin du siècle dernier. L'atmosphère internationale d'aujourd'hui est chargée de telles tensions qu'il faut réduire absolument au minimum tout risque de conflit entre les grandes puissances. Certes, nous accueillons favorablement la façon dont de nombreux pays étrangers aident les nouvelles nations indépendantes d'Afrique, mais les événements qui se sont déroulés au cours des 18 derniers mois dans la partie centrale de ce continent ont amplement montré les dangers qu'entraînent les rivalités internationales et les pressions qui peuvent être engendrées lorsque les faiblesses intérieures d'un Etat fournissent à des pays étrangers la possibilité de poursuivre leurs propres desseins.

181. Dans le Pacifique, heureusement, les problèmes de la décolonisation sont habituellement d'un ordre différent et, en général, ne comportent pas de menace pour la paix ou la sécurité internationales. Toutefois, en tant que pays du Pacifique, la Nouvelle-Zélande ne peut manquer de s'intéresser spécialement à la prospérité de la Nouvelle-Guinée occidentale. Nous avons été particulièrement impressionnés par la générosité et l'imagination dont les Pays-Bas ont fait preuve dans leurs propositions [A/L.354] relatives à l'application à ce territoire de la Déclaration sur le colonialisme. Prises dans leur ensemble, ces propositions nous paraissent constituer non seulement un effort constructif en vue de trouver dans le cadre des Nations Unies une solution à un problème épineux et difficile, mais également un défi lancé à

l'Assemblée d'appuyer l'application ordonnée de sa propre déclaration. Il est proposé qu'en tant que première mesure une commission des Nations Unies se rende en Nouvelle-Guinée et fasse un rapport impartial sur la situation du territoire et les opinions actuelles de la population autochtone. L'établissement de ce rapport impartial sur la situation du territoire et les opinions actuelles de la population autochtone constitue clairement une condition préalable au transfert aux Nations Unies des responsabilités qui, selon ces propositions, devraient être confiées à une autorité internationale de développement. Encore que nous ne soyons pas très sûrs que la commission puisse, en fait, donner dès maintenant un avis sur la date d'un plébiscite, nous sommes sensibles aux arguments qui militent en faveur d'un mandat aussi large que possible.

182. La Nouvelle-Zélande a la chance d'entretenir les relations les plus amicales avec l'Indonésie aussi bien qu'avec les Pays-Bas. Ce fut un problème pénible pour ceux d'entre nous qui, depuis des années, ont dû envisager la possibilité d'avoir à prendre parti dans un différend entre deux amis — l'un d'eux est l'Indonésie, proche voisin de la Nouvelle-Zélande, avec qui nous entretenons des liens étroits et amicaux, particulièrement dans le cadre du Plan de Colombo. Heureusement, les propositions des Pays-Bas n'excluent nullement la possibilité que les habitants de la Nouvelle-Guinée occidentale se décident en faveur du rattachement à l'Indonésie. Le fait que les Pays-Bas sont prêts à transférer leur administration à une autorité internationale impartiale est une garantie que tout choix sera fait librement et en connaissance de cause. Nous estimons que les propositions dont l'Assemblée est saisie peuvent ouvrir une ère nouvelle en fournissant la possibilité de régler de façon objective un problème de longue date. La puissance extérieure a offert de quitter le territoire et de laisser complètement la décision à la population intéressée, dans le cadre de l'Organisation. Elle est allée plus loin encore et a offert de mettre une somme considérable à la disposition des Nations Unies et de fournir des administrateurs et des experts si les Nations Unies le désirent, mais seulement si elles le désirent.

183. Ce pourrait être là une de ces propositions historiques comme il en a surgi de temps en temps dans l'histoire des Nations Unies. Si elle était tout simplement écartée, il serait possible que d'autres puissances hésitent désormais à faire des propositions semblables aux Nations Unies. Ne serait-ce que pour cette raison, ne serait-ce que parce que les propositions des Pays-Bas offrent de très vastes possibilités aux Nations Unies, nous supposons qu'elles seront étudiées avec le plus grand soin. En même temps, nous avons noté la très vive réaction négative de nos amis d'Indonésie. Ce fut pour nous une surprise et une déception. Nous sommes persuadés que la menace de la force n'est pas le dernier mot de l'Indonésie, mais sa réaction est cependant un fait politique de grande importance qu'on ne peut pas plus écarter qu'on ne peut écarter la volonté de la population autochtone. Nous souhaitons que la réaction de l'Indonésie ne reste pas négative. En fait, la possibilité d'une évolution est apparue dans la déclaration faite lundi [1058ème séance] par M. Subandrio. Comme je l'ai déjà dit, nous n'estimons pas que la proposition des Pays-Bas exclue la réalisation des objectifs que vise l'Indonésie. Nous sommes néanmoins disposés à examiner avec sympathie des propositions qui donneraient

à l'Indonésie de plus grandes assurances sur ce point. La tranquillité future de toute la région et, en particulier, le bonheur et la prospérité de la population de la Nouvelle-Guinée exigent que l'on fasse tout pour obtenir un accord aussi large que possible, toujours sur la base des principes de la Charte.

184. Nous comptons qu'il s'établira un accord plus large avant le vote sur une question dans laquelle entrent en jeu des éléments passionnels aussi bien que des principes fondamentaux. Trois parties principales sont directement en cause: la population de la Nouvelle-Guinée occidentale, l'Indonésie et les Pays-Bas. J'ai nommé la population du territoire en premier non seulement pour des raisons de principe, mais aussi parce qu'elle constitue un fait politique et que sa réaction à toute solution ne peut être méconnue de ceux qui souhaitent une décolonisation pacifique. Je suppose en outre que les Nations Unies doivent également être considérées maintenant comme une quatrième partie, puisque deux des parties intéressées ont souvent porté la question devant les Nations Unies et que les Nations Unies elles-mêmes sont considérées comme devant se préoccuper particulièrement des intérêts des populations qui ne sont pas encore en mesure de parler en leur propre nom.

185. La Charte, qui met l'accent sur le "principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", est loin d'être mise en œuvre dans toutes les parties du monde. C'est à juste titre que nous pouvons saluer les grands progrès accomplis depuis 1945 pour ce qui est du bonheur et de la prospérité de ceux qui vivent sous une domination étrangère et pour ce qui est de les aider à progresser vers l'indépendance. Mais il est assez naturel que certains d'entre nous ressentent quelque impatience lorsqu'ils pensent à ce qu'il reste à faire avant de pouvoir voir la fin du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, nouvelles aussi bien qu'anciennes. Cette impatience doit nous pousser à faire des efforts accrus et non tendre à nous faire méconnaître l'immensité de la tâche qui nous attend. Les membres de l'Assemblée veulent que les peuples dépendants réalisent leurs aspirations politiques rapidement, mais dans les conditions d'ordre et de paix qui non seulement assureront le mieux leur propre prospérité et leur intégrité, mais aussi contribueront au développement harmonieux de la communauté des nations.

186. Notre expérience en tant qu'autorité administrante, bien qu'à petite échelle, nous a convaincus de la valeur des dispositions actuelles en ce qui concerne le contrôle de l'administration des territoires sous tutelle et l'examen des renseignements communiqués au sujet des territoires non autonomes. Nous félicitons le Royaume-Uni d'avoir récemment décidé de communiquer des renseignements politiques sur ces territoires. Nous espérons que les résolutions qui seront adoptées au sujet des questions actuellement en discussion ne modifieront pas les attributions du Conseil de tutelle et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, organes auxquels la coopération des Etats Membres administrants a été librement et utilement donnée par le passé et leur est assurée à l'avenir. Sans cette coopération, l'Assemblée ne peut guère exercer d'influence agissante dans le monde des territoires dépendants. La Charte des Nations Unies a été rédigée après mûres réflexions et il n'est pas question de la réviser en faisant bon

marché de méthodes et de dispositifs qui ont donné de bons résultats.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

187. J'ai cité des exemples tirés de l'expérience de la Nouvelle-Zélande, d'une façon qui pourrait être interprétée comme un appel à la patience ou même à la prudence. Il convient donc de souligner également l'une des grandes leçons qui nous ont été enseignées par l'expérience: c'est seulement lorsqu'on peut donner des responsabilités politiques plus grandes aux peuples dépendants pour l'administration de leurs propres affaires qu'un progrès réel peut être accompli dans l'accélération de leur développement économique et social. Il vient un moment où la puissance administrante, aussi pleine de bonne volonté qu'elle soit, ne peut faire davantage qu'elle ne fait. Une coopération entière, même dans des entreprises que chacun reconnaît comme essentielles, ne peut exister tant que la population n'est pas convaincue qu'elle a le ferme contrôle de sa propre destinée et que c'est sa volonté qui prime. Ce n'est qu'alors que cette population est consciente de porter tout le poids de ses responsabilités et consacre toute son attention à ses problèmes.

188. Comme les Samoans ne cessaient de nous le rappeler: "Un bon gouvernement ne remplace pas un gouvernement autonome". Nous savons grâce à une expérience incontestable que l'exercice des responsabilités politiques peut libérer des énergies et révéler des possibilités humaines en puissance qui, dans d'autres conditions, ne se manifestent que rarement ou pas du tout. La joie de voir un peuple s'épanouir, de le voir libérer toute son énergie, est la plus grande récompense que puisse recevoir une puissance administrante; c'est une récompense qui efface le souvenir d'années d'efforts dépensés et de critiques subies. C'est l'une des raisons pour lesquelles les puissances coloniales éclairées sont en train de se retirer rapidement elles-mêmes. C'est notre vœu sincère que leur exemple serve d'inspiration aux autres, moins éclairées, qui cherchent à justifier leur politique en se prévalant d'anciens préjugés de races, d'attitudes historiques désuètes ou d'idéologies nouvelles mais non moins fausses qui visent à étendre et à perpétuer la domination d'une minorité sur une majorité.

189. Le **PRESIDENT**: Je donne la parole au représentant de l'Ethiopie, qui désire exercer son droit de réponse.

190. **M. HAILE MARIAM (Ethiopie)** [traduit de l'anglais]: Mon pays, l'Ethiopie, a travaillé en vue de l'accession à l'indépendance de ses frères somalis et a eu le plaisir d'exprimer sa joie lorsqu'ils y furent parvenus. Le Premier Ministre actuel de l'Ethiopie a eu lui-même l'honneur de féliciter nos frères somalis lors de leur admission à l'Assemblée [865ème séance].

191. C'est pourquoi il est désagréable à la délégation éthiopienne d'être contrainte de répondre à nos frères somalis. Nous le regrettons profondément. Les Ethiopiens aiment leurs frères de Somalie parce qu'il n'y a pas de différence entre l'Ethiopie et la Somalie; en fait, avant le colonialisme, l'Ethiopie et la Somalie ne constituaient qu'un seul pays. Dès le départ, le colonialisme a eu recours aux techniques du néo-colonialisme pour nous séparer. C'était une mesure rétrograde sur le plan de l'unité africaine. Quoi qu'il en soit, nous gardons encore l'espoir d'être réunis

un jour à nos frères somalis, lorsqu'ils seront revenus à la raison.

192. Il y a deux jours, j'ai lancé un appel pour la libération de l'Etat frère du Kenya aussitôt que possible. C'était à la 1058ème séance de l'Assemblée. Nous regrettons profondément que le représentant de la Somalie, M. Farah Ali Omar, ait proposé tout à l'heure que l'on sépare le Kenya septentrional du reste du Kenya avant l'accession de ce pays à l'indépendance. C'est bien regrettable surtout venant du représentant d'un pays africain frère, la Somalie.

193. Etant une colonie, le Kenya n'est pas représenté ici; il ne peut donc répondre à la Somalie. Mais nous espérons sincèrement qu'à la dix-septième session de l'Assemblée générale, le Kenya sera indépendant et sera admis à l'Assemblée.

194. Je me demande si le représentant ami de la Somalie osera encore demander alors le démembrement du Kenya. Il est regrettable que la proposition faite à la présente séance par le représentant d'un pays africain frère, la Somalie, risque de retarder l'accession prochaine de nos frères du Kenya à l'indépendance. Je suis certain que ces querelles entre Africains, cette manœuvre dilatoire employée par un pays africain pour retarder l'indépendance d'un autre pays africain, font le plus grand plaisir aux puissances coloniales. C'est déplorable.

195. Quant aux aspirations de la Somalie à démembrer l'Ethiopie, chacun sait que ce n'est là qu'un vain mirage, un rêve irréalisable. La Somalie n'existait pas en tant qu'Etat avant le 30 juin 1960; par conséquent, les ambitions territoriales exprimées par notre frère de la Somalie montrent son manque de connaissance de l'histoire de son propre pays et de l'Ethiopie. Tout le monde sait que l'Etat actuel de Somalie était depuis des temps immémoriaux une province de l'Ethiopie. Le concert des nations, dans sa sagesse, a maintenant créé un nouvel Etat, la Somalie. Nous avons accepté ce fait et nous avons félicité nos amis. Tout allait pour le mieux, nous lui avons souhaité sincèrement le succès.

196. Cependant, des idéologies sinistres, celles du fascisme et du nazisme qui préconisaient l'expansionnisme territorial et l'irréductibilisme racial, ne peuvent pas servir à démembrer l'Ethiopie ou quelque autre pays d'Afrique. Cette façon d'agir ne peut que réduire énormément le prestige de nos frères de Somalie et nous le regrettons profondément. Je souhaite sincèrement que M. Farah Ali Omar renonce à ses petites chicanes et s'engage à créer une atmosphère plus favorable à la concorde entre l'Ethiopie et la Somalie. Nous ne craignons pas d'être recolonisés par quelque pays que ce soit parce que nous avons réussi à conserver notre unité nationale et notre intégrité territoriale contre d'autres Etats expansionnistes qui possédaient de grands armements perfectionnés. L'Ethiopie n'a pas été colonisée, elle a été occupée pendant cinq ans seulement et encore partiellement seulement.

197. Le paragraphe 6 de la Déclaration figurant dans la résolution 1514 (XV) stipule:

"Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

Cela est applicable au Kenya, puisque c'est tiré de la Déclaration de l'Assemblée sur le colonialisme.

Nous espérons que le Gouvernement du Royaume-Uni ne se laissera pas influencer et ne retardera pas l'indépendance du Kenya à cause de ce qu'a dit le représentant de la Somalie.

198. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui désire exercer son droit de réponse.

199. M. LAPINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Je voudrais répondre d'une façon très courte au raisonnement très naïf de M. Bingham représentant les Etats-Unis d'Amérique et mon collègue à la Quatrième Commission. Il a essayé ici d'enseigner aux pays d'Afrique comment il faut comprendre l'indépendance, l'autonomie, quelles connaissances, quelle expérience il faut avoir pour avoir le droit d'être indépendants. Il est évident que ces conseils ne sont pas très à leur place. Mais ne nous y arrêtons pas. Il est évident que les représentants de l'Afrique y répondront eux-mêmes. A part cela, nous allons encore avoir la possibilité de revenir au problème du colonialisme en examinant les projets de résolution.

200. Je voudrais dire quelques mots sur le raisonnement de M. Bingham au sujet de l'Union soviétique.

201. Il a déclaré que l'on pose souvent la question aux Etats-Unis, à ce qu'il semble, de savoir pourquoi, les Etats occidentaux ayant libéré de nombreux pays coloniaux, l'Union soviétique ne suit pas cet exemple. M. Bingham fait mine que de telles questions le mettent dans une situation embarrassante. Nous sommes prêts à l'aider. Expliquez donc à vos concitoyens que la presse américaine, ainsi que les milieux officiels des Etats-Unis depuis longtemps déforment la vérité à propos de l'Union soviétique.

202. Aux Etats-Unis, depuis de longues années, on publie et diffuse des idées fausses et calomnieuses sur l'Union soviétique. Et il est compréhensible que les simples citoyens des Etats-Unis puissent se poser des questions absurdes du genre de celles citées par M. Bingham. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Si vous écriviez dans vos journaux et dans vos revues, si vous transmettiez par votre radio la vérité au sujet de l'Union soviétique, la vérité sur notre constitution, la vérité sur les rapports des républiques socialistes avec l'Union soviétique, la vérité sur notre économie, notre culture, notre politique, la vérité sur nos rapports avec les pays de démocratie populaire etc., évidemment on ne se ferait pas aux Etats-Unis de ces idées fausses.

203. Malheureusement, beaucoup de conceptions défendues parfois par les représentants des Etats-Unis, et par ceux qui veulent faire plaisir aux Etats-Unis, sont basées sur la contre-information, sur une déformation absolument grossière des faits. Il est possible que parfois les représentants des Etats-Unis commencent eux-mêmes à croire à ces contre-informations. Il est visible que ceci est une particularité de la "guerre froide" que continuent à mener contre l'Union soviétique la presse et la radio des Etats-Unis, et nous en avons les échos ici même à l'Organisation des Nations Unies.

204. M. Bingham pose une question: "Pourquoi la Déclaration [résolution 1514 (XV)] ne s'applique-t-elle pas aux 200 millions d'hommes habitant les pays socialistes?" Mais voyez parfaitement vous-mêmes l'absurdité de cette question. Et bien! C'est parce que ces peuples sont libres, vivent dans des Etats indépendants et souverains et se dirigent comme ils le

croient nécessaire, sans s'adresser aux Etats-Unis d'Amérique.

205. On discute ici la question du colonialisme et non pas ce qui vous plaît en Union soviétique et ce qui vous y déplaît. C'est un grand plaisir, que le représentant des Etats-Unis ait enfin parlé des colonies américaines. Ceci est bon signe. Il serait excellent que les Etats-Unis appliquent la Déclaration en ce qui concerne ces possessions coloniales, le monde entier considérant cela comme un phénomène positif.

206. Mais M. Bingham déclare qu'il faudrait demander aux populations des îles Vierges américaines, de Guam et des Samoa américaines, comment elles désirent se développer. Mais vous reconnaissez vous-mêmes qu'elles sont prêtes à l'indépendance. Dans ces conditions, sur quoi les consulter? Est-ce qu'un pays quelconque, est-ce qu'un peuple quel qu'il soit vous dira qu'il refuse la liberté, l'indépendance, mais préfère rester sous l'autorité des Etats-Unis? Il est impossible d'imaginer de telles réponses. Alors à quoi bon ces consultations? Ces pays sont déjà prêts à l'indépendance. Accordez-leur l'indépendance en conformité avec la Déclaration et l'affaire est réglée.

207. Je voudrais relever encore deux déclarations destinées également, sans doute, à des gens naïfs, mais il n'y en a pas dans cette assemblée.

208. Le représentant américain a parlé des forces armées soviétiques en Hongrie. Il l'a fait avec la tendance habituelle des Américains à la sensation. Mais qui donc ignore que les troupes soviétiques en Hongrie y restent en vertu d'un accord avec le Gouvernement de la République souveraine de Hongrie? Qui donc ne sait pas que l'Union soviétique a déjà proposé à plusieurs reprises aux puissances occidentales de retirer toutes les troupes des territoires étrangers dans les limites de son territoire national? Et nous sommes prêts à le faire à tout moment. Mais les Etats-Unis envoient en Europe de nouveaux contingents, de nouvelles divisions. C'est un fait! Vous pouvez jouer la naïveté, mais ne comptez pas que les autres soient aussi naïfs et qu'en réponse à l'augmentation de vos forces militaires, ils vont affaiblir leur défense. On ne peut attendre cela de l'Union soviétique et des pays socialistes.

209. Maintenant une dernière remarque sur les relations économiques de l'Occident avec les pays sous-développés.

210. Le représentant des Etats-Unis a tenté de nous faire croire que l'Union soviétique souhaite la rupture de ces relations. Mais qui le croira? C'est pure invention de votre part. L'Union soviétique ne s'est jamais prononcée pour la rupture des relations des pays sous-développés avec les puissances occidentales. Ce serait absurde et naïf. Nous nous élevons contre les différentes formes du néo-colonialisme. Nous sommes opposés à ce que la coopération économique soit assortie de conditions politiques, que soient imposés à ce pays des accords de toutes sortes basés sur l'inégalité; nous nous opposons à ce que les relations économiques soient associées de menaces, d'implantations de bases militaires, de corruption, de commerce à conditions inégales et désavantageuses, etc. Voilà contre quoi s'élève l'Union soviétique. De nombreux pays d'Afrique et d'ailleurs ont fait de même. Nous serions heureux si les relations entre les pays occidentaux et les pays sous-développés présentaient un caractère réellement commercial exempt de toutes sortes de conditions

politiques et discriminatoires, si ces relations se fondaient sur une pleine égalité de droits, sur une franche coopération, etc. Qui donc pourrait s'élever contre ceci? Personne.

211. Le représentant des Etats-Unis a décidé aussi de répandre toutes sortes de calomnies contre l'Union soviétique de la nature de celles dont se servent habituellement la presse à sensation et la "Voix de l'Amérique". Après tout, c'est son affaire et je n'ai pas l'intention de lui répondre à ce sujet. Il faut croire que, quand on défend une mauvaise cause, on n'est pas très difficile sur le choix des moyens

et que l'on fait entrer même les informations de la presse à sensation à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies.

212. Cette session examine sous tous ses aspects et d'une façon approfondie le problème de la liquidation du colonialisme et elle mènera cette étude à bonne fin et prendra une résolution juste. Nous n'avons aucun doute à ce sujet. Et les tentatives de diversion anticommuniste ne détourneront pas la session de l'objectif fondamental et généreux qui est le sien.

La séance est levée à 18 h 20.